

Ouverts au changement
toujours



Principales données financières

En milliers de dollars des États-Unis	Au 31 décembre				
	2012	2011	2010	2009	2008
Compte de résultat					
Total des revenus	63 359	55 527	60 290	63 313	83 423
Total des revenus, déduction faite des intérêts débiteurs	46 186	41 545	41 326	41 790	52 824
Total des charges d'exploitation	40 200	33 090	28 686	25 876	24 732
Résultat net	5 560	10 305	12 447	5 211	13 913
Bilan					
Prêts et prises de participation, valeur nette	1 040 902	975 383	817 402	823 317	878 726
Total de l'actif	1 814 513	1 482 864	1 426 588	1 423 983	1 507 044
Emprunts et créances à long terme	969 358	658 504	634 118	645 556	733 817
Capitaux propres	778 580	777 746	773 051	758 879	744 249
Ratios					
Rendement de l'actif moyen	0,3 %	0,7 %	0,9 %	0,4 %	1,0 %
Rendement des capitaux propres moyens	0,7 %	1,3 %	1,6 %	0,7 %	1,9 %
Ratio d'endettement	125 %	85 %	82 %	85 %	99 %
Ratio capitaux propres / actif	43 %	52 %	54 %	53 %	49 %
Liquidités / total de l'actif	42 %	33 %	42 %	41 %	40 %
Frais administratifs / moyenne des actifs liés au développement	3,8 %	3,5 %	3,2 %	2,8 %	2,8 %

Principales données opérationnelles

En milliers de dollars des États-Unis	Au 31 décembre				
	2012	2011	2010	2009	2008
Approbations					
Nombre de projets	73	71	49	40	64
Nombre de pays	16	18	15	17	18
Volume des approbations	378 930	464 681	374 775	300 810	300 548
Mobilisation des ressources	384 400	471 637	536 000	283 000	300 600
Décaissements					
Volume des décaissements	371 599	442 703	349 970	141 800	263 200
Volume des mobilisations	324 191	547 814	287 606	63 000	187 718
Portefeuille investissements					
Nombre de projets	222	209	210	203	201
Encours portefeuille actifs liés au développement	1 088 316	1 020 349	873 938	889 794	933 850
Provisions pour pertes	47 414	44 966	56 536	66 477	55 124
Actifs douteux	10 557	9 892	35 097	31 160	1 092
Couverture actifs douteux	437,12 %	454,54 %	161,09 %	213,34 %	5 046,47 %
Pourcentage prêts en arriérés	0,7 %	1,6 %	3,0 %	0,65 %	0,56 %
Assistance technique					
Approbations des donateurs	9 335 269	4 417 100	5 201 131	3 288 405	2 348 020
Nombre d'actions d'assistance technique terminées	236	204	351	150	96
Bénéficiaires	1 511	1 725	986	770	349

44

pays membres

La SII, qui est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (la BID), encourage le développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes en se focalisant sur les petites et moyennes entreprises (PME). Nous aidons les entreprises à rationaliser leurs processus de gestion et nous leur offrons des financements sous forme de participations au capital, de prêts et de garanties. Depuis notre création, nous avons, directement ou indirectement, financé plus de 1,6 million de prêts et de prêts secondaires aux PME d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour de plus amples informations sur la SII, veuillez vous rendre sur le site www.iic.org.

1,6 million

de prêts et de prêts secondaires aux PME

ALLEMAGNE

ARGENTINE

AUTRICHE

BAHAMAS

BARBADE

BELGIQUE

BELIZE

BOLIVIE

BRÉSIL

CHILI

COLOMBIE

COSTA RICA

DANEMARK

EL SALVADOR

ÉQUATEUR

ESPAGNE

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

FINLANDE

FRANCE

GUATEMALA

GUYANA

HAÏTI

HONDURAS

ISRAËL

ITALIE

JAMAÏQUE

JAPON

MEXIQUE

NICARAGUA

NORVÈGE

PANAMA

PARAGUAY

PAYS-BAS

PÉROU

PORTUGAL

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

SUÈDE

SUISSE

SURINAME

TRINITÉ-ET-TOBAGO

URUGUAY

VENEZUELA

T A B L E D E S M A T I È R E S

LETTR E D U P R É S I D E N T D U C O N S E I L D'ADMINISTRATION 4

LETTR E D U D I R E C T E U R G É N É R A L 4

LA STRATÉGIE DE LA SII

Les efforts menés en 2012 par la SII pour atteindre ses objectifs stratégiques ont donné des résultats extrêmement positifs 6

PRODUITS FINANCIERS

La SII propose un large éventail de produits et de services financiers destinés à promouvoir le développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes 7

PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Les pays donateurs apportent leur appui aux programmes d'assistance technique de la SII 19

LA SII EN BREF

Résultats opérationnels, financiers et en matière de développement pour 2012 23

SYNTHÈSE DE L'EXERCICE 2012

Résumé des projets approuvés en 2012 33

INITIATIVES DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La SII préconise une bonne gouvernance d'entreprise 38

GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Panorama de l'organisation interne de la SII 40

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 44



Ouverts au changement *toujours*

Notre force réside avant tout dans notre aptitude à faire face au changement, qui est essentiel pour assurer la pertinence de notre mission. Le secteur des PME est d'une grande complexité, en raison de la vulnérabilité considérable de ces entreprises en général, et encore plus en pleine crise de l'économie mondiale. Souplesse et adaptabilité sont essentielles pour que nous puissions les aider.



Luis Alberto Moreno
Président du Conseil d'administration

Lettre du Président du Conseil d'administration

Le 17 mars 2013

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs
Société interaméricaine d'investissement
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de la Section 9(a)
de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société
interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous
faire parvenir le Rapport annuel 2012 de la Société ainsi
que ses états financiers vérifiés, dont les bilans au 31
décembre 2012 et 2011, le compte de résultat, l'état du
résultat étendu, l'état des variations des capitaux propres
et l'état des flux de trésorerie pour les exercices clos à
ces dates.

Le rapport présente un récapitulatif des principaux
accomplissements de la Société et des faits les plus
marquants de l'année écoulée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma considération distinguée.

Luis Alberto Moreno
Président du Conseil d'administration
Société interaméricaine d'investissement

Lettre du Directeur général

Ouverts au changement

L'histoire est l'étude des contrastes. Le 27 février 2012,
le jour même où le parlement allemand approuvait
un deuxième plan de sauvetage pour la Grèce, Fitch
Ratings annonçait au monde qu'il accordait à la SII
une notation « AAA » au vu des qualités intrinsèques
de l'institution.

Les agences internationales de notation du risque
de crédit avaient en fait reconnu les qualités de la SII
avant cette date. Tout au long de 2012, la Société a
su maintenir un niveau adéquat de capitalisation et
de liquidité et continuer à être rentable, en prenant les
mesures nécessaires pour garantir que ses mécanismes
de financement demeureraient proactifs et diversifiés.

Nous sommes en bonne voie d'atteindre beaucoup
des indicateurs de croissance et de productivité fixés
dans le plan d'activités de la SII pour 2011–2013 alors
même qu'il reste un an à courir. Nos projets bénéficient
à un nombre chaque fois plus important de petites et
moyennes entreprises sans négliger notre expansion
vers les plus grandes entreprises. Les projets approuvés
pour les plus petites économies de la région représentent
pour l'exercice 60 % du total des opérations, soit 11
points de plus qu'en 2010 (la conclusion du dernier cycle
de notre plan opérationnel). Nous sommes devenus
une organisation dédiée au financement de projets à
fort impact sur le développement durable, comme le
démontre le nombre croissant d'opérations d'énergie
propre et d'infrastructure que nous soutenons.

Ces qualités ne sauraient se construire en un jour :
si 2012 a vu la consolidation des fondations d'une



Depuis maintenant plus de dix ans,
nous concevons des stratégies
cohérentes adaptées aux besoins des
PME ainsi qu'aux évolutions du marché.



Jacques Rogozinski
Directeur général

nouvelle étape de croissance de la Société, c'est grâce à la poursuite de nos efforts de 2011 et des années précédentes. Nos décaissements ont, pour la première fois en 2011, atteint le seuil symbolique du milliard de dollars. Nous avons, directement ou indirectement, financé plus de 1,6 million de prêts et de prêts secondaires et nos ressources ont aidé des centaines de milliers d'entreprises. Plus de 5 000 de ces entreprises ont bénéficié d'une formation grâce au programme FINPYME, notre initiative à valeur ajoutée.

Alors que le monde est encore aux prises avec les effets de la crise économique actuelle, la qualité et la prospérité manifestes de la SII témoignent de notre prudente détermination à progresser vers nos objectifs sans compromettre notre viabilité. Cette stratégie est issue de la conclusion à laquelle nous sommes parvenus il y a longtemps, à savoir que le changement est la seule constante. Depuis maintenant plus de dix ans, nous concevons des stratégies cohérentes adaptées aux besoins des PME ainsi qu'aux évolutions du marché. Le développement n'est ni une chimère ni une fleur de rhétorique, c'est un effort dynamique visant à surmonter les difficultés existantes et à anticiper les scénarios futurs. En tant que tel, il nécessite une ligne d'action cohérente qui soit harmonisée avec les besoins et les capacités du secteur privé de chaque pays. La meilleure approche pour les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes — et pour la SII — est donc de continuer à relever les défis d'aujourd'hui dans l'optique d'une vision sur le long terme.

La SII s'est systématiquement efforcée de créer une culture horizontale, innovante et transparente,

une culture qui favorise l'échange d'informations. Son modèle d'activité encourage le lancement de produits et de services novateurs pour entreprises créatives et responsables et inclut la reprise des investissements sous forme de participations. La Société n'a de cesse de tisser de nouvelles alliances visant à stimuler la compétitivité du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Toutes ces stratégies peuvent être source de désaccords salutaires à différents niveaux, mais une chose reste certaine : ce que la SII a construit au fil des années n'aurait jamais été possible sans la détermination et l'intelligence de chacun de ses professionnels et de l'appui sans faille de son Conseil d'administration.

Ceci est ma dernière lettre comme directeur général de la SII et je souhaite exprimer mes plus sincères remerciements à tous les membres du personnel actuel et ancien pour leurs contributions durant mon mandat. La promotion du développement durable de l'entreprise privée dans la région, un développement qui donne la clef d'une vie meilleure, ne peut être accomplie que par des hommes et des femmes extraordinaires. Je tiens à vous remercier tous de votre dévouement.

Je dirai en conclusion que ce n'est pas un adieu mais un au revoir jusqu'à notre prochaine rencontre.

Jacques Rogozinski
Directeur général
Décembre 2012

La stratégie de la SII Croissance et productivité

La SII a pour mission de promouvoir le développement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du soutien des petites et moyennes entreprises. Depuis près de 25 ans, la SII accorde au secteur privé des prêts, du financement sur fonds propres, des garanties, des prêts en monnaie locale et d'autres instruments financiers, en vue d'optimiser son impact sur le développement, qui est la pierre angulaire de sa mission. Ce faisant, la stratégie de la SII a toujours été d'assurer la viabilité financière et la durabilité à long terme de ses opérations.

En 2011, la SII a introduit son plan d'activités 2011–2013, symbolisé par la formule $1 + 1 = 3$ et conçu de manière à maintenir un taux élevé de croissance et de productivité tout en touchant un plus grand nombre de PME dans la région.

Les efforts menés en 2012 par la SII pour atteindre ses objectifs stratégiques ont donné des résultats extrêmement positifs. La contribution de la Société au développement, mesurée par le système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité, est plus que satisfaisante (voir la partie Résultats en matière de développement). Le rendement moyen du capital, c'est-à-dire la mesure de la viabilité financière, est de 0,71 %. Les PME représentent 78 % de l'encours brut en portefeuille des prêts et participations (GLEO), soit en bonne voie d'atteindre l'objectif de 85 % fixé pour la clôture de l'exercice 2013. La part des PME à l'encours en portefeuille de la Société est de 82 % alors que l'objectif fixé dans le plan d'activités est de l'ordre de 75 % à la clôture de l'exercice 2013.

Ces résultats sont encourageants. La croissance du portefeuille, qui est l'un des piliers de la formule $1 + 1 = 3$, est de 23,3 %, soit juste en deçà de l'objectif de croissance

de 25 % établi pour la totalité de la période de trois ans couverte par le plan d'activités. La SII demeure en outre une organisation très liquide avec jusqu'à 26 mois de couverture des opérations, ce qui se situe au-dessus de la fourchette cible de 18 à 24 mois. La vie moyenne de son portefeuille est de 2,7 années, contre 2,5 ans en 2010.

La durabilité de ces résultats dépend du maintien de la stratégie $1 + 1 = 3$. La SII a intensifié ses programmes d'additionnalité et d'assistance technique FINPYME et poursuivra ces efforts, en touchant un plus grand nombre de PME ayant besoin de financement et en élargissant son modèle d'opérations en monnaie locale. Un nouveau modèle permettant d'atteindre de plus gros clients aidera également la SII à maintenir son taux de croissance prévu, lui permettant ainsi d'atteindre l'objectif fixé de 25 % d'ici l'exercice prochain.

La productivité s'est bien établie ces dernières années. L'objectif de la SII reste le même, à savoir approuver un total de 80 projets par an d'ici 2013, tout en réduisant les charges d'exploitation. La réalisation de cet objectif, c'est-à-dire d'accroître sa productivité de 12,5 %, obligera la Société à affiner son nouveau modèle de ressources humaines, à apporter d'importantes améliorations à ses systèmes et procédures actuels et à négocier des contrats de service avec d'autres membres du Groupe BID afin d'augmenter sa compétitivité.

En favorisant le développement durable, la SII est mieux équipée pour effectuer un transfert de savoir-faire à ses clients, alliés, partenaires et au secteur privé en général en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un tel résultat serait la preuve concluante de sa capacité, de sa flexibilité et de sa productivité. La qualité obtenue par la SII ces dernières années est tant le point de départ que l'objectif de ce processus.

Une stratégie qui fonctionne

En 2011, la SII a introduit son plan d'activités 2011–2013, symbolisé par la formule $1 + 1 = 3$ et conçu de manière à maintenir un taux élevé de croissance et de productivité tout en touchant un plus grand nombre de PME dans la région.

$$1 + 1 = 3$$

Produits financiers



Projets avec les entreprises

La SII a un objectif clair qui est de consacrer 85 % de son encours en portefeuille à l'aide aux petites et moyennes entreprises. Cet objectif s'atteint en prêtant directement aux entreprises individuelles, en apportant des ressources aux établissements de crédit qui financent au niveau local et en apportant un appui aux grandes chaînes de valeur d'entreprises qui ont des petits et moyens fournisseurs, distributeurs et sous-traitants.

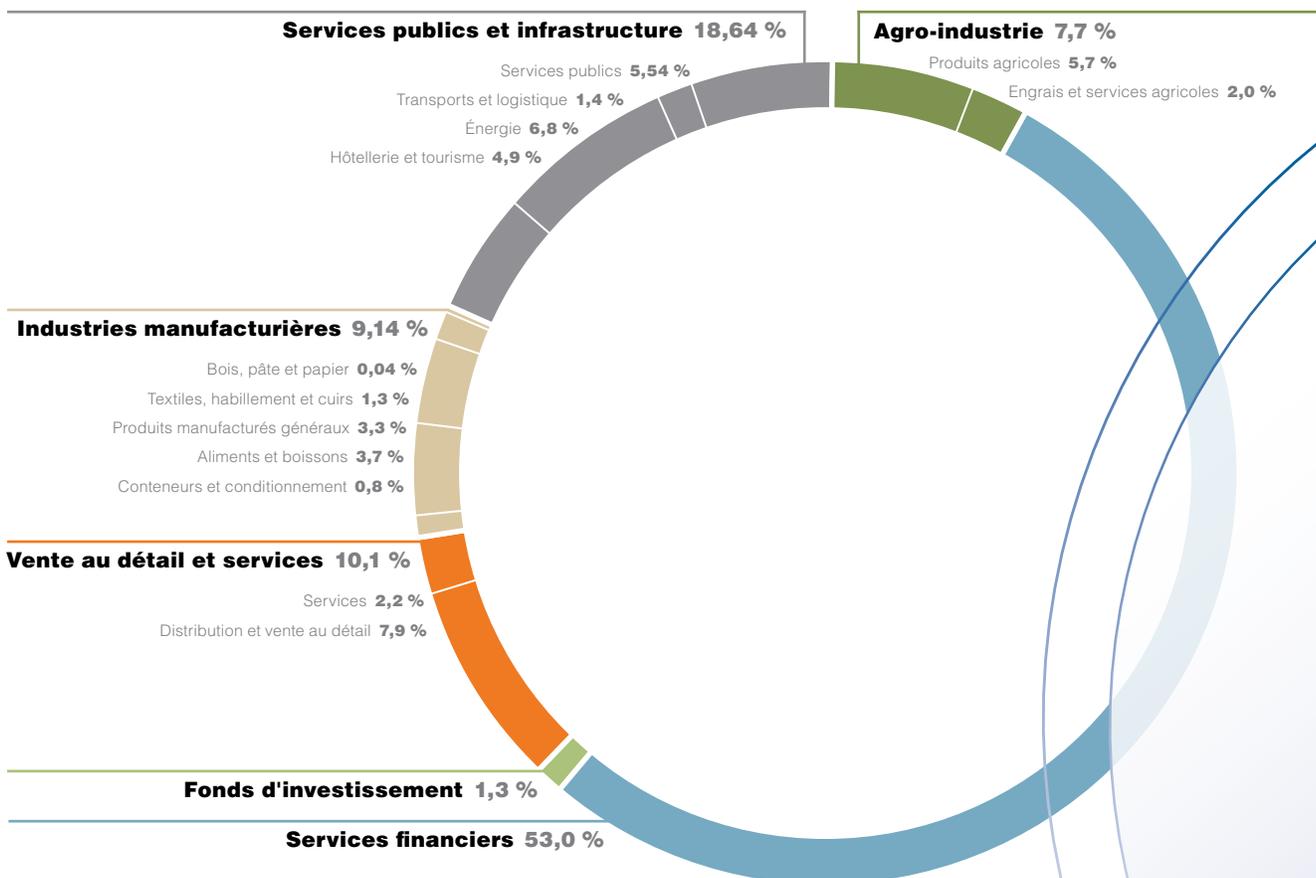
Les opérations de la SII sont axées sur le soutien à l'entreprise privée dans deux domaines principaux : le financement direct et indirect aux PME et les services-conseils en conjonction avec un financement à long terme, tout particulièrement dans des secteurs comme l'énergie et l'infrastructure. En 2012, la Société a redoublé d'efforts pour identifier et assurer une offre adéquate de produits financiers pour les nouvelles chaînes de valeur.

Au total, la SII a approuvé 88,2 millions de dollars d'opérations pour de grandes entreprises. Elle a également intensifié ses opérations de prêt dans le cadre du programme FINPYME *Credit*, accordant 15 prêts pour un total de 4 millions de dollars et une durée moyenne de cinq ans.

En matière d'infrastructure, la SII a approuvé 13 opérations de financement direct pour un montant total de 70,6 millions de dollars. L'Amérique latine et les Caraïbes nécessitent encore d'importants investissements en infrastructure pour être compétitifs et assurer leur croissance, et la SII est convaincue que le secteur privé a un important rôle à jouer dans le financement et la gestion de ces investissements. En 2012, la Société a prodigué des services-conseils à divers opérateurs privés locaux sur la façon de structurer leurs investissements et a attiré des investisseurs privés vers ces opérations.

La composition du développement

Utilisation des prêts et prises de participation de la SII dans le secteur privé approuvés en 2012





COMOHOGAR

Un magasin et une chaîne

Comohogar, la principale chaîne de magasins d'objets ménagers et d'électroménager d'Équateur, offre un bon exemple de la stratégie de la SII. Plus de 30 % des produits que vend Comohogar proviennent de 46 PME locales. En 2008, la SII a octroyé à l'entreprise un prêt de 10 millions de dollars qui l'ont aidée à financer son expansion et à faire progresser ses ventes de 46 % sur 4 ans. Le réseau de fournisseurs de Comohogar a été renforcé par suite de l'expansion de l'entreprise et se verra encore renforcé sur les prochaines années grâce au nouveau prêt de 10 millions de dollars octroyé par la SII à Comohogar en 2012, prêt qui servira à financer une nouvelle phase d'expansion.

FINPYME *Credit*

Augmentation des financements sur les petits marchés

En 2012, FINPYME *Credit* a approuvé 15 prêts pour un total de 4 millions de dollars dans cinq pays de la région. Cet outil offre dans certains pays des financements compétitifs sous forme de petits prêts allant de 100 000 à 600 000 dollars aux PME ayant un potentiel de croissance. FINPYME *Credit* offre actuellement des prêts de fonds de roulement et des financements pour l'achat de biens dans de petits pays tels que les Bahamas, la Bolivie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Nicaragua, le Paraguay, Trinité-et-Tobago et l'Uruguay.

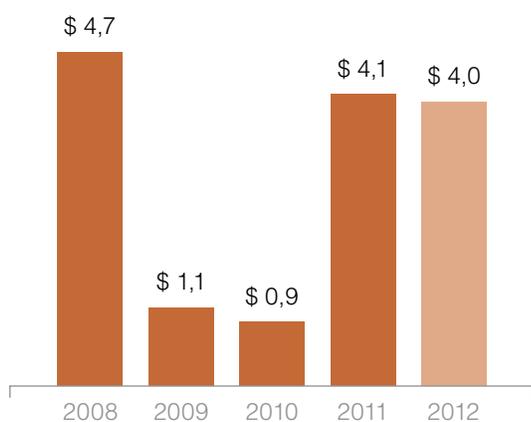
La SII a créé le programme FINPYME *Credit* en complément de l'initiative FINPYME qui offre aux petites et moyennes entreprises une aide qui va au-delà du simple financement. Le programme prévoit d'offrir d'ici 2013 de nouveaux produits tels que des prêts subordonnés.

FINPYME *Credit* propose des prêts libellés en dollars à des taux d'intérêt fixes compétitifs et des durées allant de trois à sept ans. Le programme offre également de l'assistance technique destinée à améliorer les pratiques financières, environnementales et de gestion d'entreprise.

Tirer parti des réussites antérieures

Approbations de prêts par la SBRL et FINPYME *Credit*, 2008–2012

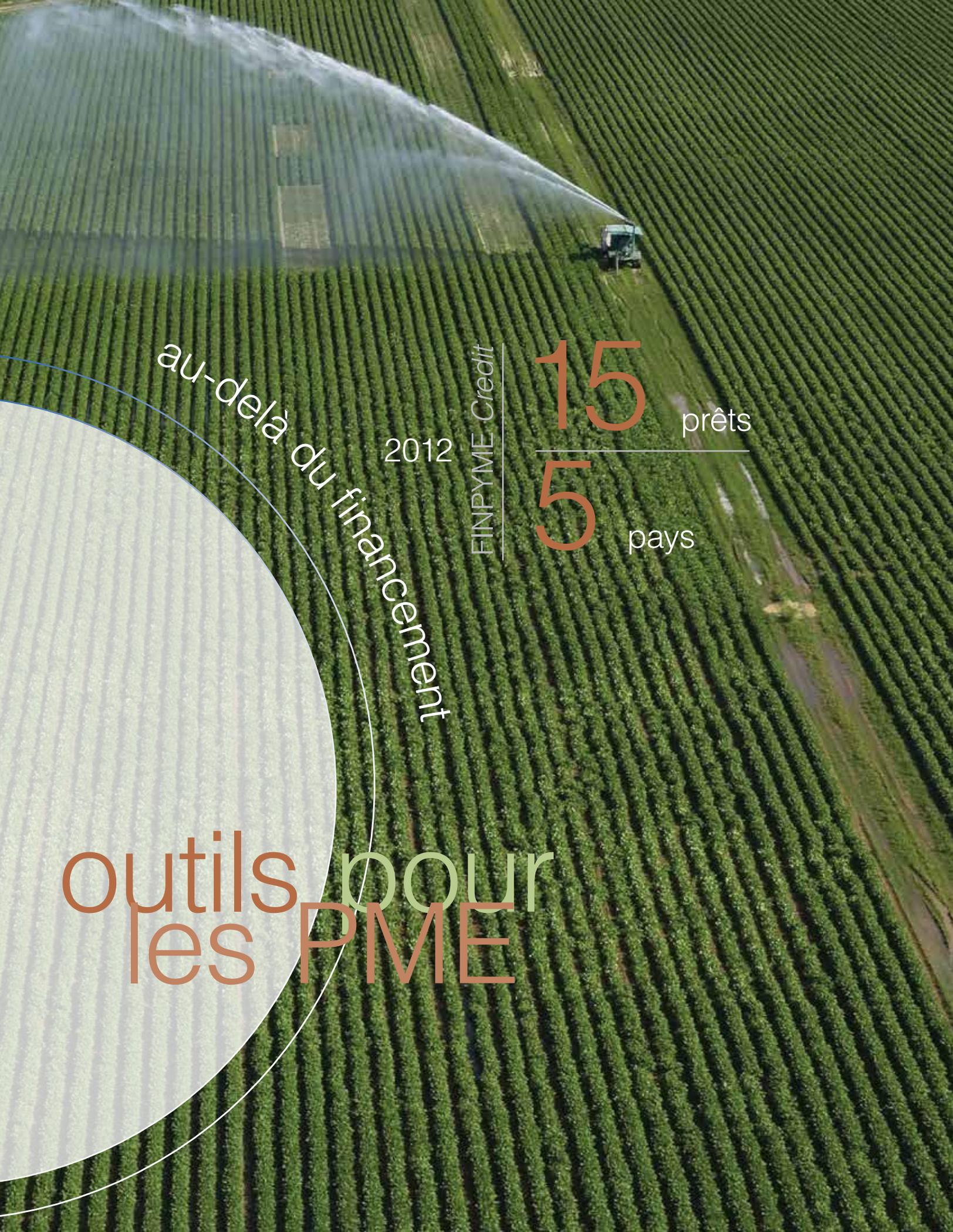
En millions de dollars



SERVICIOS AGRÍCOLAS JOMA

Étendues vertes

Le cycle des récoltes n'attend personne. Si l'on ne plante pas, ne récolte pas ou ne stocke pas les récoltes précisément au bon moment, cela compromet toute l'activité. JOMA, entreprise bolivienne de services agricoles, le sait bien. En 2012, la SII a octroyé à l'entreprise un prêt de 200 000 dollars pour l'aider à identifier de nouveaux marchés pour son matériel de plantation et de récolte et ses services agricoles durant la saison de croissance. JOMA offre à ses clients divers services dont la préparation des sols, la plantation, la récolte et l'entretien du matériel et du terrain. Fondée à Santa Cruz de la Sierra en 1999, l'entreprise cherche à étendre ses prestations de services à d'autres parties du pays.



au-delà du financement

2012

FINPYME Credit

15

prêts

5

pays

outils pour
les PME

Projets avec les institutions financières

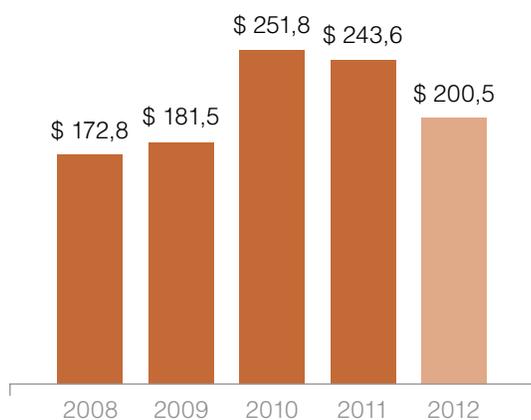
Pour s'assurer que ses financements touchent les petites et moyennes entreprises, la SII investit et effectue des opérations conjointes avec un certain nombre d'institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle passe également des accords avec des banques locales pour acheminer ses financements vers les petites entreprises par le biais de prêts à long terme. En 2012, les prêts de la SII aux institutions financières ont atteint un montant total de 200,5 millions de dollars.

La SII mobilise en outre des ressources supplémentaires en faisant participer d'autres banques et en structurant des prêts A/B qui permettent d'assurer que des volumes plus élevés de financement parviennent jusqu'aux petites entreprises. Par l'entremise de garanties partielles de crédit, la SII aide également les entreprises de taille moyenne à avoir accès aux marchés de capitaux et à faciliter leurs emprunts auprès de prêteurs institutionnels.

Effet multiplicateur des prêts de la SII

Approbations de prêts aux institutions financières, 2008-2012

En millions de dollars





CAFSA

Pignon sur roues

Corporación CAFSA propose des financements pour l'achat ou le leasing d'automobiles pour usage personnel, de camions pour transport léger ou lourd et de véhicules de transport de passagers. Les divers services qu'offre l'entreprise au travers de ses filiales lui permettent de soutenir des acteurs très dynamiques de l'économie du Costa Rica.

Les filiales de CAFSA ont étoffé leur portefeuille de près de 80 % depuis le premier prêt octroyé par la SII à l'entreprise en 2006. En 2012, la SII a octroyé à Corporación CAFSA un troisième prêt à moyen terme de 3 millions de dollars qui comporte un prêt « B » financé par d'autres prêteurs. Cette structure de prêt permettra à l'entreprise d'étendre sa base de financement et de s'assurer une croissance durable.

Corporación CAFSA a une clientèle de près de 4 000 personnes dans les zones rurales du Costa Rica ainsi que dans la plus grande zone métropolitaine du pays. Elle octroie des prêts d'environ 20 000 dollars à des microentrepreneurs, petites et moyennes entreprises impliqués dans la prestation de services et la distribution de produits de grande consommation, ainsi qu'à des sous-traitants indépendants.

Investissements en monnaie locale

Les PME à la recherche de prêts en devises subissent souvent les conséquences de la volatilité des taux de change.

En mai 2011, la SII a placé un emprunt obligataire sur le marché de capitaux mexicain pour créer sa propre trésorerie en monnaie locale. Elle a émis en avril 2012 un autre emprunt obligataire de 800 millions de pesos mexicains (équivalent à 61,5 millions de dollars de l'époque) afin d'étoffer cette trésorerie et de répondre aux besoins des PME mexicaines.

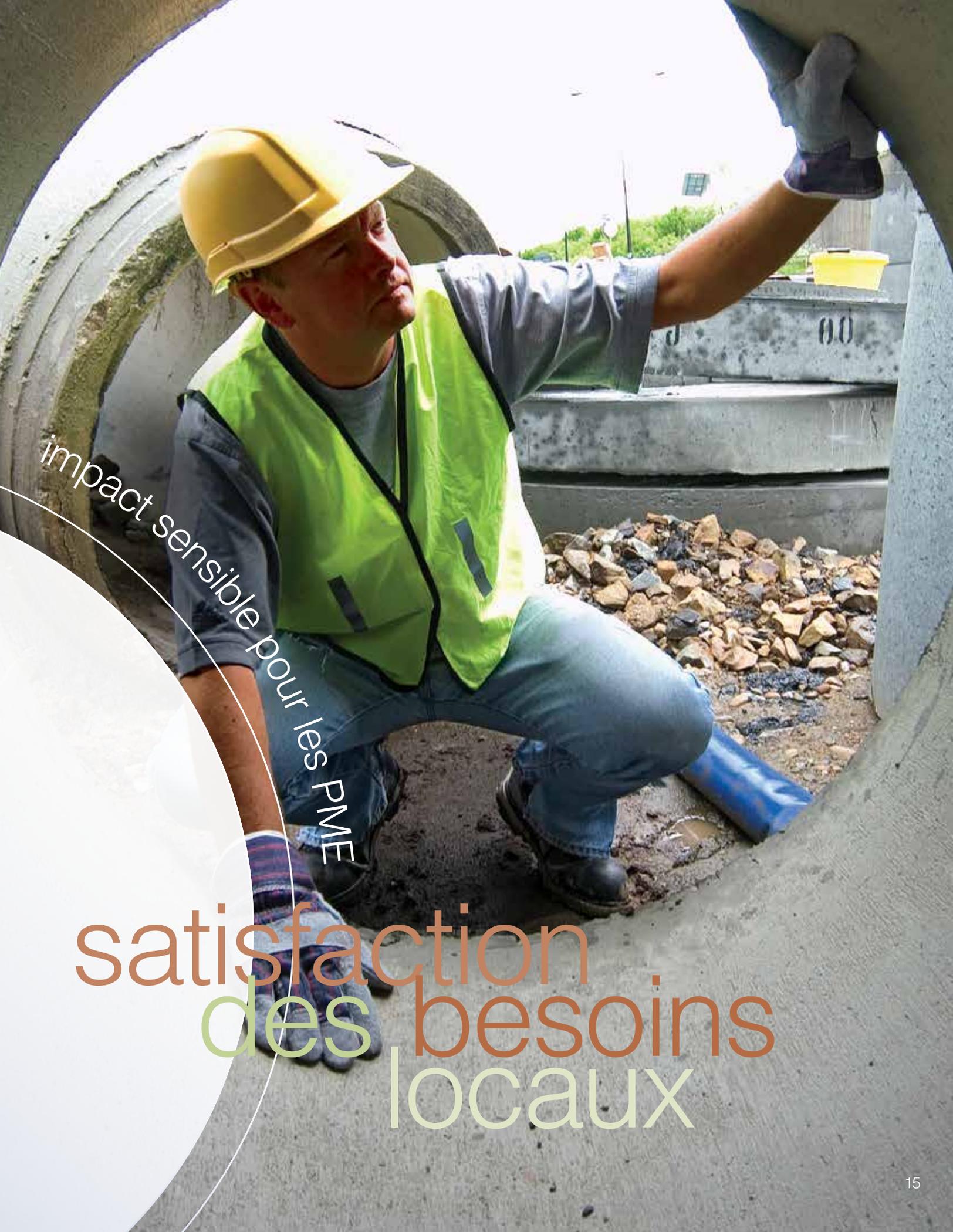
L'emprunt obligataire de cette année est le troisième qu'émet la SII depuis la création de sa trésorerie en pesos mexicains et marque la première étape du projet qu'a la Société de développer et d'étendre ses opérations en monnaie locale à d'autres pays d'Amérique latine. Avec cette dernière opération, la SII réaffirme son engagement en faveur du développement des marchés de capitaux locaux.

ARENDAL

Meilleur soutien apporté aux chaînes de valeur

En septembre 2012, la SII a accordé une ligne de crédit de 100 millions de pesos mexicains (soit environ 7,7 millions de dollars sur la base du taux de change en fin d'année 2012) à l'entreprise mexicaine de construction Arendal. Ce prêt a servi à financer les besoins en fonds de roulement de l'entreprise et à mettre en œuvre des contrats de travaux publics et des prestations de services avec de grosses sociétés mexicaines comme Petróleos Mexicanos (PEMEX).

Depuis plus de 15 ans sur le marché, Arendal se spécialise dans la construction de pipelines, dans les travaux de génie électromécanique et civil lourd et dans l'installation de réseaux de fibre optique. Les activités de l'entreprise exercent un impact important sur les chaînes de valeur mexicaines compte tenu de son vaste réseau de PME sous-traitantes. Pour chaque marché que remporte l'entreprise, elle sous-traite en moyenne à quelque 50 PME. Arendal emploie actuellement plus de 1 200 personnes directement et ajoutera probablement 200 emplois sur les cinq prochaines années.



impact sensible pour les PME

satisfaction
des besoins
locaux

Prises de participation et dette subordonnée

Conversion des clients en partenaires

En 2012, la SII a approuvé 5,5 millions de dollars en prises de participation au capital d'une institution financière et d'un fonds d'investissements multisectoriels. De surcroît, la SII a approuvé un total de \$39,5 millions de créances subordonnées dans les secteurs financiers et de la vente au détail. Sur ce montant, \$27,25 millions provenaient d'un financement direct de la SII et les \$12,25 millions restants venaient du Fonds fiduciaire Chine-SII pour prises de participation dans des PME ou Fonds Chine-SII.

Les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation servent de catalyseur pour l'obtention de financements destinés à créer des emplois et à stimuler la productivité et la compétitivité des entreprises de la région, tout en permettant à la SII de partager risques et bénéfices. Dans de nombreux cas, ces prises de participation sont complétées par des services d'assistance technique qui aident les PME à parvenir à une croissance intégrale.

La SII a tracé la voie en matière de prises de participation dans la région, en encourageant bon nombre des premiers fonds régionaux d'investissement dès 1991. En 2009, avec l'admission de la République populaire de Chine comme membre de la SII, a été créé le Fonds Chine-SII. La Chine a apporté 75 millions de dollars en complément du financement de la SII. Le Fonds Chine-SII a participé à toutes les prises de participation et tous les investissements assimilables à des prises de participation qu'a approuvés la SII en 2012.

Investir dans la croissance

Prises de participation et dette subordonnée, 2009–2012

En millions de dollars





CORPORACIÓN FINANCIERA DE OCCIDENTE S.A. DE C.V. (FINOX)

Conversion d'une SOFOL en une banque à marché spécialisé

Grâce à la SII, Corporación Financiera de Occidente S.A. de C.V. est à présent en mesure de réaliser un bond qualitatif en avant. En tant qu'institution financière à portée limitée ou « SOFOL », cette institution financière mexicaine n'était autorisée qu'à octroyer des prêts spécialisés à certaines industries ou activités et n'avait qu'un accès limité au financement. À présent, grâce à la prise de participation de 10 % au capital de Finox effectuée par la SII et le Fonds Chine-SII, elle pourra devenir l'une des premières institutions financières non bancaires du Mexique à se convertir en banque à marché spécialisé. Ceci permettra à Finox d'être au service du grand public, d'étoffer son portefeuille de prêts, de rechercher de nouveaux clients et, naturellement, d'accéder à de nouvelles sources de financement. Il s'agit là d'un investissement innovant dans le sens où il implique un transfert de savoir-faire spécialisé sur les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise. L'opération est libellée en pesos mexicains, permettant ainsi à Finox de tirer parti de la trésorerie en monnaie locale de la SII.

Fonds Espagne-SII pour le développement des PME en Haïti

Le Fonds Espagne-SII pour le développement des PME en Haïti a été créé en 2011 par la SII et le Gouvernement espagnol. Moins d'un an plus tard, en février 2012, Sèvis Finansye Fonkoze, la principale institution haïtienne de microfinance, a reçu sa première ligne de cofinancement à hauteur de 2 millions de dollars.

Le fonds dispose d'une structure innovante. Il a pour objectif de cofinancer des prêts allant de 10 000 à 100 000 dollars avec des institutions financières locales. Cette première transaction a permis à Fonkoze de financer 59 entreprises, dont 57 dirigées par des femmes, assurant l'importation et la distribution de chaussures, d'articles de cuisine, des matériaux de construction et d'autres biens essentiels en Haïti, pays qui n'est pas encore entièrement remis des conséquences du tremblement de terre de 2010. Ces entreprises ont créé plus de 100 emplois.

Le Fonds Espagne-SII a également approuvé des opérations avec Capital Bank et la Banque Nationale de Crédit de façon à étendre son programme de cofinancement, à améliorer l'accès au crédit et à promouvoir le développement du secteur privé en Haïti.

« Le partenariat avec le Fonds Espagne-CII pour le développement des PME en Haïti a permis à Sèvis Finansye Fonkoze de renforcer ses capacités et son portefeuille de PME par l'offre de crédit à des conditions plus favorables à ses clients. Grâce au Fonds, le climat des affaires et les possibilités d'emploi en Haïti devraient s'améliorer. »

ANNE HASTINGS
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRALE,
SÈVIS FINANSYE FONKOZE



MARIE SHARP'S FINE FOODS LTD.

Exporter n'est jamais facile mais combien d'effort serait nécessaire pour qu'un très petit fabricant de conserves de fruits et de condiments de Belize puisse vendre ses sauces piquantes, disons, en Corée ? Moins qu'on ne pourrait le penser à condition que l'aide soit disponible, comme le suggère le récit de Marie Sharp's Fine Foods Ltd., qui a élaboré une stratégie d'internationalisation efficace avec l'aide de FINPYME *Diagnostics*.

En mai 2012, deux dirigeants de l'entreprise qui fabrique également du concentré de jus de fruits, participaient comme invités de la SII à Seoul Food Expo, le plus grand salon alimentaire d'Asie. L'une des plus grandes firmes de marketing de Shanghai a acheté pour 50 000 dollars de produits auprès de la petite entreprise d'Amérique centrale. L'entreprise a également fait affaire avec le plus grand aviculteur de Corée auquel elle a déjà fait parvenir deux expéditions de ses fruits transformés. Marie Sharp, la propriétaire de l'entreprise, cherche maintenant à réaliser d'autres percées sur le marché asiatique. Comme elle l'a expliqué, « c'était la première étape cruciale pour nous introduire sur de nouveaux marchés et élargir notre entreprise familiale ».



Programmes d'assistance technique

La grande portée de FINPYME

En 2012, les donateurs de la SII ont approuvé 9,3 millions de dollars de financement dans le cadre de ses six programmes d'assistance technique. Des contributions provenant d'Autriche, d'Espagne, des États-Unis, de France, d'Italie, de Norvège, de la République de Corée, et de Suisse ainsi que de la région wallonne de Belgique, du Fonds de technologie propre et du Fonds nordique de développement, ont permis d'assurer la prestation continue de services de formation et d'assistance technique à des milliers de PME d'Amérique latine et des Caraïbes qui cherchent à améliorer leurs capacités en gestion et en planification pour répondre aux défis stratégiques du marché mondial.



Cent soixante-neuf entreprises de six pays —les Bahamas, la Barbade, Belize, la Colombie, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago— ont bénéficié des 10 ateliers offerts par FINPYME *Diagnostics* ainsi que des 22 séances individuelles d'assistance technique organisées au cours de l'année. Le programme FINPYME *Diagnostics* est un programme en deux phases. La première phase est axée sur l'identification des domaines de gestion à améliorer tandis que la seconde propose à la personne ou au groupe les services d'assistance technique nécessaires pour résoudre les problèmes. L'une des nombreuses retombées bénéfiques du programme FINPYME *Diagnostics* est un meilleur accès au financement à long terme car le processus de diagnostic aide les entreprises à rassembler le type d'informations que les banques exigent pour prendre des décisions de prêt.



Ce programme qui se place dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce et vise au renforcement de la capacité des PME à accéder aux marchés d'exportation, a organisé en 2012 43 ateliers et 26 sessions individuelles d'assistance technique pour 1 146 entreprises. FINPYME *ExportPlus*, le plus actif des programmes FINPYME, a touché 12 marchés en 2012 : les Bahamas, la Barbade, la Bolivie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, le Nicaragua, la République dominicaine et le Suriname. Dans le cadre de ce programme, la SII effectue des études de marché, sélectionne des entreprises dans des secteurs stratégiques susceptibles de bénéficier de son assistance et leur apporte l'assistance technique directe nécessaire pour qu'elles puissent s'introduire sur le marché mondial. FINPYME *ExportPlus* aide en particulier les PME à obtenir des certificats d'exportation pour leurs produits, à rationaliser leurs procédures d'exploitation et de gestion et à stimuler leur compétitivité.



En 2012, le programme FINPYME *Family Business*, destiné à promouvoir le recours par les entreprises familiales à de bonnes pratiques et à des outils de gouvernance, a organisé trois ateliers et apporté une assistance technique directe à cinq entreprises familiales. Soixante-seize entreprises familiales ont bénéficié des ateliers et des séances de formation du programme menés par des consultants spécialisés. Les prestations de services personnalisés d'assistance technique fournies dans le cadre du programme de cette année étaient axées sur l'aide aux entreprises en Colombie, au Costa Rica, au Mexique et au Paraguay. La SII dirige en Amérique latine et dans les Caraïbes l'initiative visant à soutenir les entreprises familiales, en allant au-delà du financement jusqu'au transfert de savoir-faire.



L'art du Costa Rica

Des masques, des plantations de café, le folklore traditionnel du Costa Rica, la faune des oiseaux dans la région de Guanacaste et les palmiers de Limón, toutes ces images emblématiques du Costa Rica prennent vie dans l'artisanat de 30 artistes locaux qui ont reçu une formation grâce au programme FINPYME *Technical Assistance*. Sur une durée de six mois qui s'est achevée au début 2012, ces artisans du Costa Rica ont appris à utiliser de nouvelles techniques de conception afin d'améliorer leur artisanat et d'innover. Café Britt, le premier exportateur de cafés gourmets du Costa Rica et propriétaire des boutiques du même nom qui vendent de l'artisanat dans dix aéroports en Amérique latine, a collaboré avec la SII, le Gouvernement du Costa Rica et l'Institut de technologie du Costa Rica pour faire en sorte que les artisans présentent leurs nouvelles créations au Festival international des arts de San José au printemps 2012.



Au cours de l'année écoulée, la Barbade, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago ont accueilli une fois de plus les enseignants et consultants de FINPYME *Integrity*, qui ont fourni une assistance technique à 26 entreprises. Depuis le lancement du programme, 212 PME dans ces trois pays ont bénéficié d'une formation qui leur a permis d'adopter et de mettre en application des pratiques favorisant l'intégrité, la transparence et la déontologie dans les affaires. FINPYME *Integrity* aide également les entreprises à se conformer aux normes, à assurer des communications transparentes avec leurs actionnaires et à prévenir la fraude, augmentant ainsi leur chance d'être incluses dans les chaînes de valeur de grandes entreprises ayant des normes d'intégrité élevées. En 2012, FINPYME *Integrity* a organisé une réunion aux Caraïbes entre ses consultants, formateurs et donateurs pour discuter des enseignements tirés de son programme pilote. Cette réunion a également servi à renforcer la capacité de plusieurs organisations locales. Grâce à FINPYME *Integrity*, la SII a pu développer une trousse à outils de connaissances en matière de déontologie des affaires. Elle a également conçu des outils pour aider les entreprises à élaborer et diffuser un code de déontologie adapté à leur situation particulière.



En 2012, le programme FINPYME *Technical Assistance* a continué de développer ses services-conseils. Au cours de l'année, un total de 11 activités d'assistance technique spécialisée ont été menées au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, en Jamaïque, au Nicaragua et au Pérou. Le programme FINPYME *Technical Assistance* est un programme de services-conseils qui offre aux clients actuels et potentiels de la SII des conseils sur divers sujets, depuis la conformité environnementale jusqu'aux évaluations techniques et études de marché en passant par l'analyse financière.



Le problème du changement climatique requiert plus que de simples paroles : il faut agir. En fonction de cela, les 110 audits énergétiques effectués par les consultants de GREENPYME attestent de l'engagement de la SII en faveur de la promotion d'un usage plus rationnel de l'énergie. En 2012, des audits énergétiques ont été effectués au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua afin d'encourager les PME locales à adopter de bonnes pratiques en matière d'énergie, décision qui requiert des investissements dans des technologies et des équipements plus efficaces et respectueux de l'environnement. GREENPYME a organisé six ateliers d'efficacité énergétique auxquels ont assisté 57 ingénieurs venus d'Amérique centrale. L'un de ces ateliers, qui s'est déroulé en Corée, était organisé par KEMCO (Korea Energy Management Corporation). Les participants ont reçu des informations sur les incitations visant à diversifier leurs sources d'énergie car la plupart dépendent dans une grande mesure des combustibles fossiles qui polluent l'environnement et les exposent à de fortes fluctuations de prix. GREENPYME a également été lancé en Bolivie où le programme va organiser un certain nombre d'activités au cours des deux prochaines années.



PUERTO CABEZAS POWER S.A.

La SII en bref

Faits opérationnels marquants : une excellente année

Synthèse des opérations

La SII a enregistré en 2012 d'excellentes performances opérationnelles et financières malgré la persistance des incertitudes économiques aux États-Unis et dans la zone euro, deux marchés clés d'exportation pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2012, la croissance dans la région a été de 3,4 %, en retrait par rapport aux chiffres de 2010 et 2011 qui étaient respectivement de 6,2 % et 4,5 %. Malgré cette conjoncture morose, la SII a réussi à dépasser les objectifs de son plan d'activités et à approuver 73 opérations au cours de l'exercice, investissant dans la région un montant total de 378,9 millions de dollars à l'accroissement du soutien apporté à la croissance et au développement des PME.

Cette année, la SII a également donné priorité aux initiatives stratégiques exposées dans son plan d'activités pour 2011–2013, à savoir de concentrer ses activités sur les marchés moins développés, de renforcer sa capacité à offrir un financement en monnaie locale et d'accorder de plus petits prêts grâce à son programme FINPYME *Credit*.

Sur les 73 opérations approuvées en 2012, 60 % l'ont été dans les plus petites économies de la région, alors que ce pourcentage n'était que de 49 % à la fin du dernier cycle de planification (2008–2010). À noter d'importants investissements dans le secteur du tourisme en Jamaïque, un deuxième prêt à un client existant en Haïti et un certain nombre de projets d'infrastructure en Équateur. Au cours de l'exercice, la Société a également approuvé des financements substantiels pour des projets d'énergie hydroélectrique.

La SII continue de voir la région comme une source importante de nouvelles opportunités d'affaires et comme un terrain fertile où mener des programmes pilotes pour de nouvelles initiatives et de nouveaux produits financiers.

Au début de 2012, la SII a lancé sa quatrième émission obligataire en monnaie locale, la troisième à ce jour sur le marché mexicain des valeurs mobilières. Cette émission obligataire était d'un montant total de 800 millions de pesos mexicains soit environ 60 millions de dollars ; ses résultats ont bénéficié à des PME mexicaines en 2012 et ont servi à créer d'importantes opportunités d'investissement pour 2013.

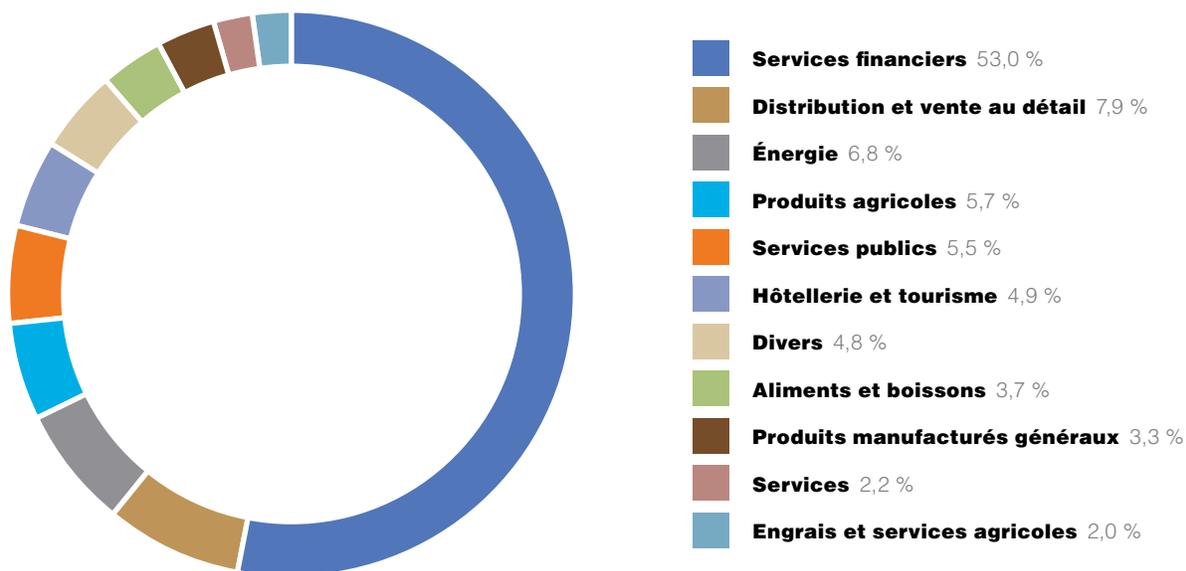
Le programme FINPYME *Credit* a été réorganisé en 2012 pour le rendre plus efficace et qu'il réponde mieux aux besoins des plus petites PME de la région. Les alliances stratégiques tant avec la Banque interaméricaine de développement qu'avec le Fonds multilatéral d'investissement, tous deux membres du Groupe BID, ont permis de créer de nouvelles opportunités d'affaires aux Bahamas, en Haïti et à Trinité-et-Tobago. En 2012, la SII a approuvé 15 projets FINPYME *Credit* d'un montant moyen de 265 333 dollars des États-Unis.

Toutes ces activités se sont traduites par une augmentation de 7 % de l'encours en portefeuille qui est passé de 1,02 milliard de dollars en fin d'exercice 2011 à 1,09 milliard de dollars en fin d'exercice 2012. La majeure partie (près de 67,6 %) du portefeuille est restée concentrée dans le secteur financier. Les projets du secteur énergie et les investissements dans des produits agricoles ont constitué la plus grande partie de son portefeuille de projets avec les entreprises (32,4 %).

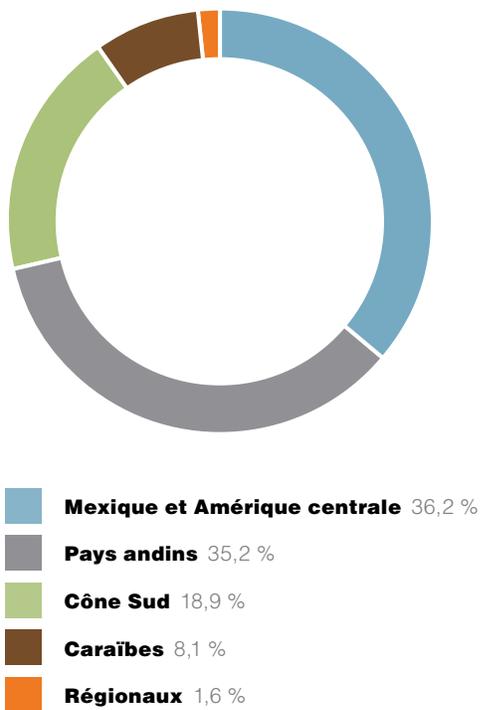


Ventilation des investissements en 2012 / Approbations

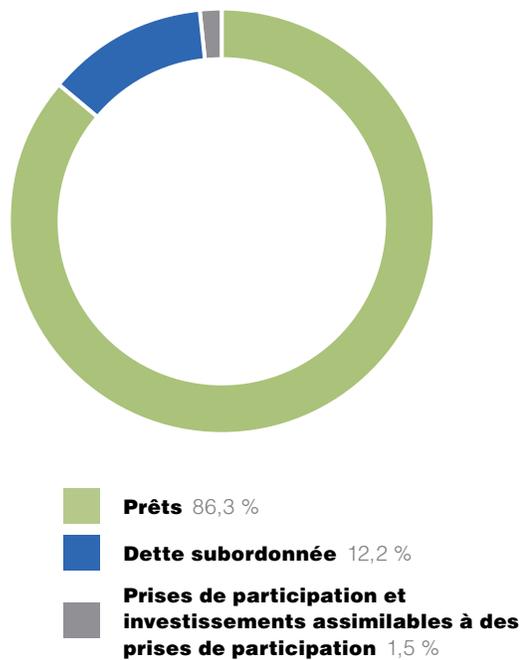
Approbations par secteur



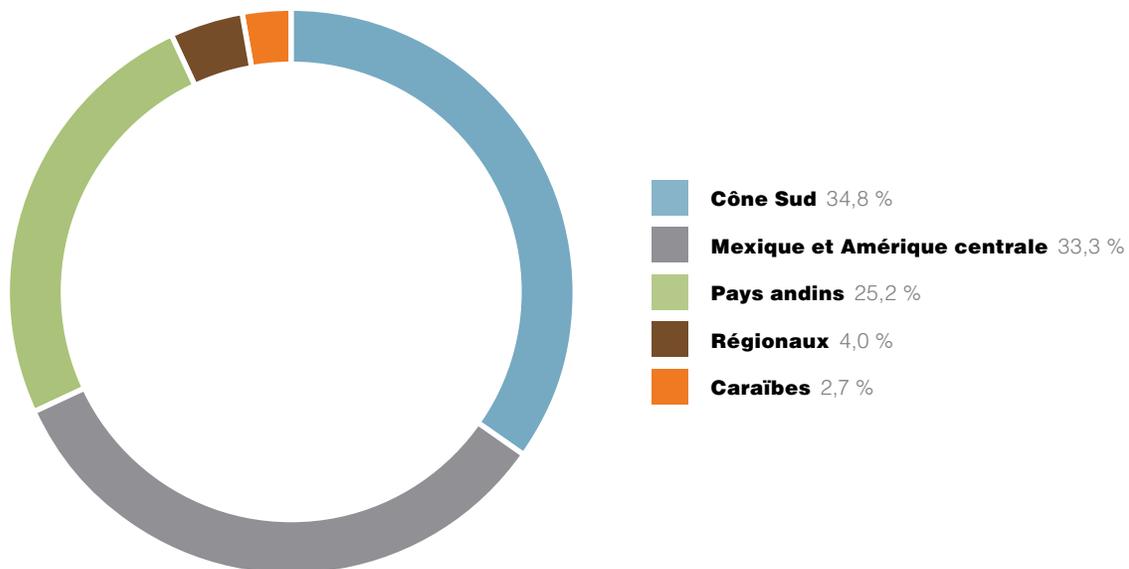
Approbations par région



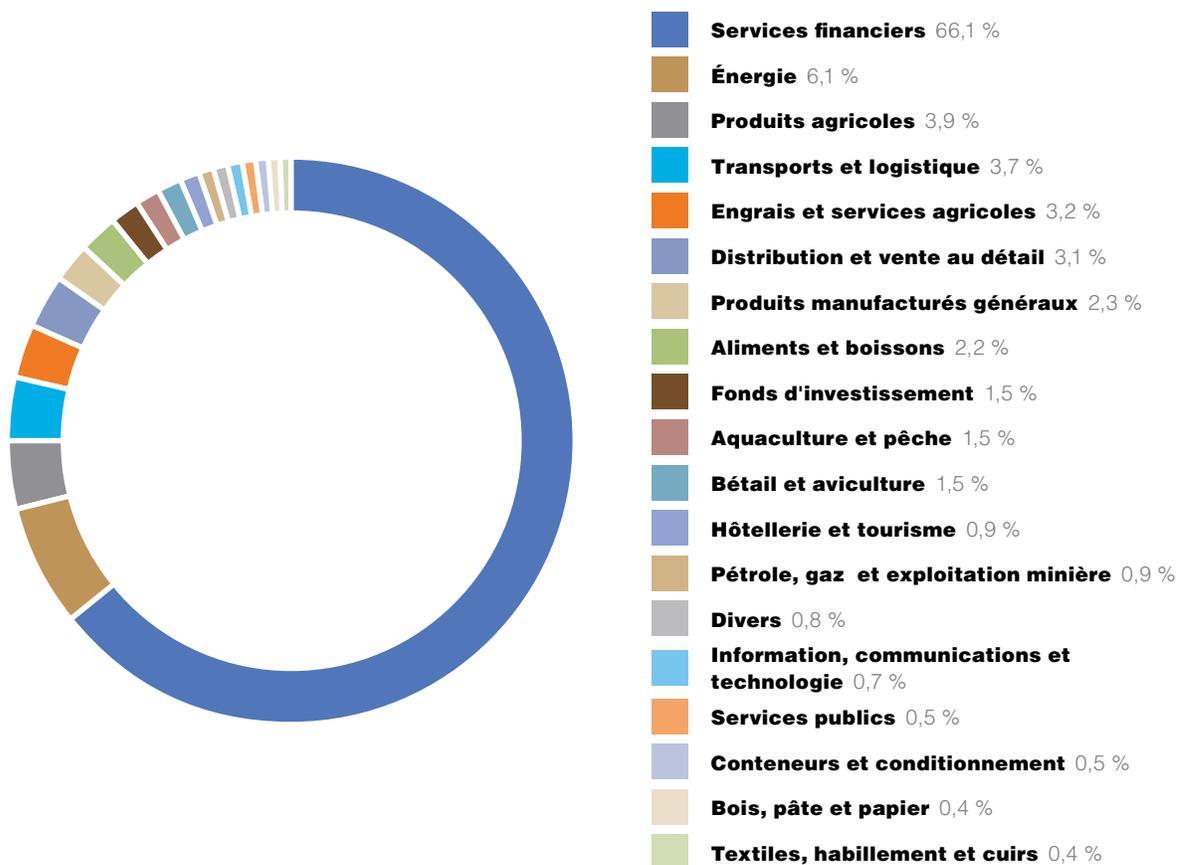
Approbations par type d'investissement



Encours du portefeuille par région



Encours du portefeuille par secteur



Programmes et initiatives pour les PME

Programmes	Mesure	Valeur
FINPYME <i>Credit</i>	Nombre cumulé de projets approuvés	67
FINPYME <i>Diagnostics</i>	Nombre cumulé d'études diagnostiques achevées	365
	Nombre cumulé d'entreprises recevant une assistance technique individuelle ou en groupe	1 122
FINPYME <i>ExportPlus</i>	Nombre cumulé de PME qui ont reçu une assistance technique individuelle ou de groupe	1 978
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	124
FINPYME <i>Family Business</i>	Nombre cumulé de PME ayant participé aux ateliers	397
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	199
FINPYME <i>Integrity</i>	Nombre cumulé de PME ayant participé à des ateliers	212
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	32
FINPYME <i>Technical Assistance</i>	Nombre cumulé de projets ayant une composante d'assistance technique	91
GREENPYME	Nombre cumulé de PME ayant participé aux ateliers	946
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	219
IFEM	Nombre cumulé de projets approuvés	17
IMIF	Nombre cumulé de projets approuvés	3
Prêts par le biais d'intermédiaires financiers	Nombre cumulé de sous-prêts	1 687 267
Semaine de la durabilité	Nombre cumulé de participants aux ateliers	652
	Financement moyen FINPYME <i>Credit</i>	\$ 265 627
	Financement moyen IFEM	\$ 2 097 059
	Financement moyen IMIF	\$ 3 533 333
	Montant cumulé de l'assistance technique pour les clients directs de la SII	\$ 4 583 649

Montant total des marchés

(en milliers de dollars)

Pays	Montant
Allemagne	\$ 84 176
Argentine	\$ 479 258
Autriche	\$ 358
Bahamas	\$ 10 112
Barbade	\$ 11 250
Belgique	\$ 6 853
Belize	\$ 8 227
Bolivie	\$ 13 231
Brésil	\$ 283 615
Chili	\$ 175 296
Colombia	\$ 32 790
Costa Rica	\$ 72 902
Danemark	\$ 8 102
El Salvador	\$ 15 921
Équateur	\$ 40 433
Espagne	\$ 34 976
États-Unis	\$ 875 238
Finlande	\$ 2 331
France	\$ 34 161
Guatemala	\$ 51 423
Guyana	\$ 600
Honduras	\$ 59 214
Israël	\$ 13 530
Italie	\$ 49 873
Jamaïque	\$ 48 083
Japon	\$ 22 170
Mexique	\$ 100 637
Nicaragua	\$ 42 600
Norvège	\$ 7 551
Panama	\$ 43 530
Paraguay	\$ 79 365
Pays-Bas	\$ 70 593
Pérou	\$ 79 919
Portugal	\$ —
Régional	\$ 18 530
République de Corée	\$ 9 513
République dominicaine	\$ 54 243
République Populaire de Chine	\$ 16 790
Suède	\$ 6 488
Suisse	\$ 27 972
Suriname	\$ —
Trinité-et-Tobago	\$ 1 000
Uruguay	\$ 87 248
Venezuela	\$ 42 531

Résultats en matière de développement

Le cadre de suivi et évaluation de la SII suit de près les normes de bonne pratique fixées par le Groupe de coopération en matière d'évaluation des banques multilatérales de développement, et 98 % de ces normes sont respectées. Au début de chaque projet, les dirigeants de la SII établissent des indicateurs clairs, standardisés et vérifiables, ainsi que des points de référence et des objectifs respectifs, par le biais du système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité. Ils procèdent ensuite au suivi des progrès de chaque opération à toutes les phases du cycle du projet et les évaluent à l'aide des rapports annuels élargis de supervision (XASR) qui sont à leur tour validés par le Bureau de l'évaluation et du contrôle (OVE) de la BID.

En 2012, la SII a évalué 18 projets, dont 15 projets avec des entreprises et 3 projets avec des intermédiaires financiers, et a soumis les rapports correspondants à l'OVE pour que l'OVE les valide en 2013 et présente ses conclusions au Conseil d'administration. Aussi en 2012 l'OVE a validé 24 rapports d'évaluation de projet de la SII —11 projets avec des entreprises et 13 opérations avec des intermédiaires financiers—, dont 88 % ont obtenu des résultats élevés en matière de développement, contre 81 % en 2011.

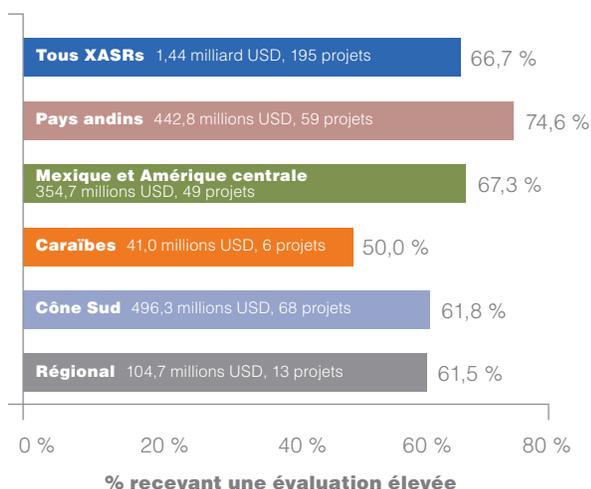
La SII se sert de son système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité pour assurer le suivi de l'impact de ses opérations sur le développement. Les 65 projets approuvés par son Conseil d'administration en 2012 ont un score DIAS moyen de 7,74, supérieur à l'objectif de 7,0 établi dans son plan d'activités pour 2011–2013.

Les résultats en termes de développement pondérés en fonction de leur taille se sont révélés plus robustes que les résultats non pondérés, 91 % étant qualifiés

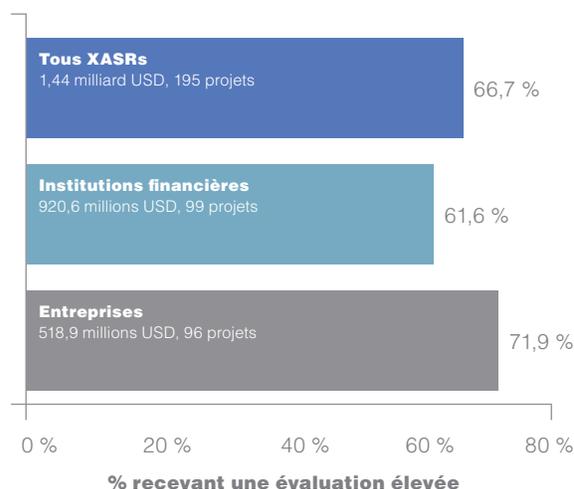
d' « élevé » (Résultats du développement selon les évaluations de 2012). L'examen des résultats cumulés en matière de développement des XASR (195 au total) révèle que 67 % d'entre eux ont obtenu des résultats élevés, contre 64 % en 2011 (Résultat cumulatif des investissements en matière de développement). Au plan régional, la région andine est celle qui a enregistré les résultats les plus robustes en matière de développement, soit 75 % de résultats élevés (Résultats en matière de développement par région). En ce qui concerne les types d'investissement, les résultats des projets avec les entreprises ont été supérieurs de 10 % à ceux des projets avec des institutions financières (Résultats en matière de développement par type d'opération). La comparaison des résultats escomptés en matière de développement (DIAS) et des résultats concrets (XASR) révèle que les résultats concrets étaient plus élevés (Prévision des résultats en matière de développement : comparaison des systèmes DIAS et XASR).

Introduit pour la première fois en 2008, le système DIAS est continuellement mis à jour avec des techniques de pointe permettant de mesurer l'efficacité en matière de développement. La SII est en train de développer son nouveau système plus sophistiqué DIAS Plus qui comporte des indicateurs détaillés permettant de mesurer les résultats en matière de développement et l'impact de ses projets en fonction des données recueillies avant, pendant et après la mise en œuvre du projet. Ces nouveaux indicateurs mesureront non seulement des variables spécifiques mais ils évalueront également la qualité des résultats obtenus sur la base des pratiques d'autres institutions comparables. Le nouveau système sera lancé début 2013, suite à une évaluation interne.

Résultats en matière de développement par région*

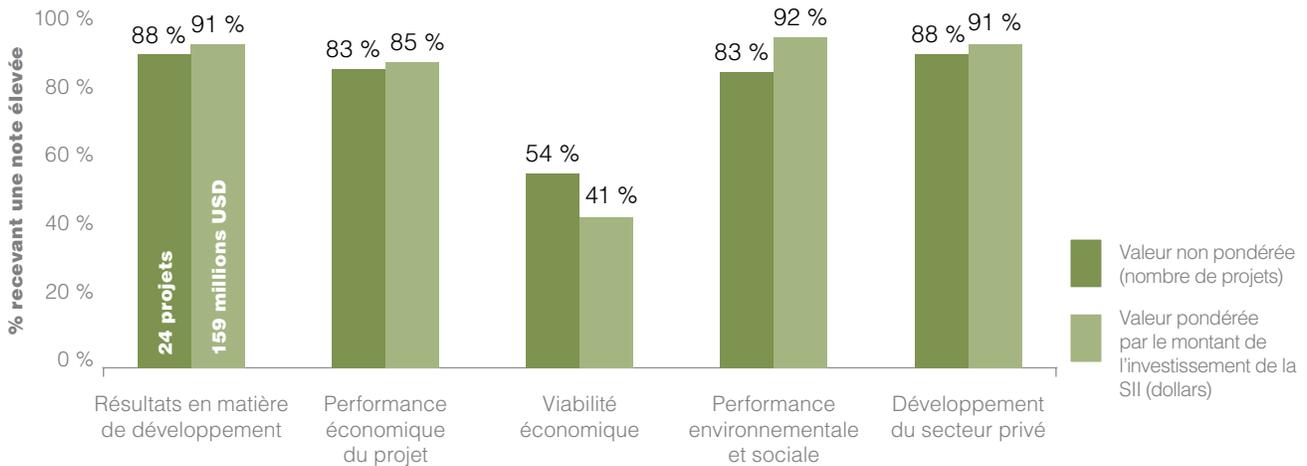


Résultats en matière de développement par type d'opération*

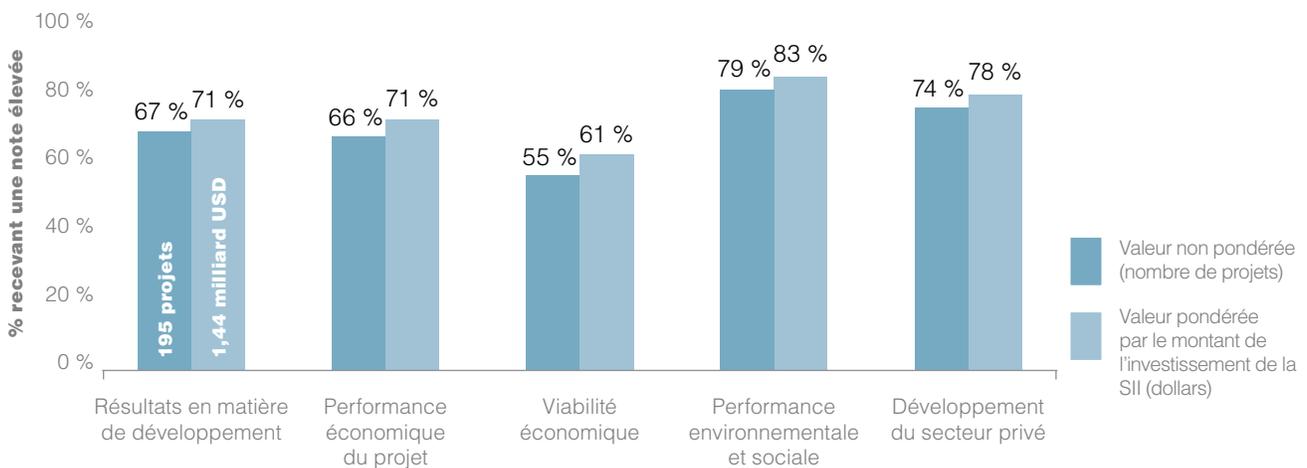


*Ensemble des XASR (au 31 décembre 2012) préparés par la SII et validés par OVE ayant obtenu des résultats élevés en matière de développement, ventilés par région et par type d'investissement.

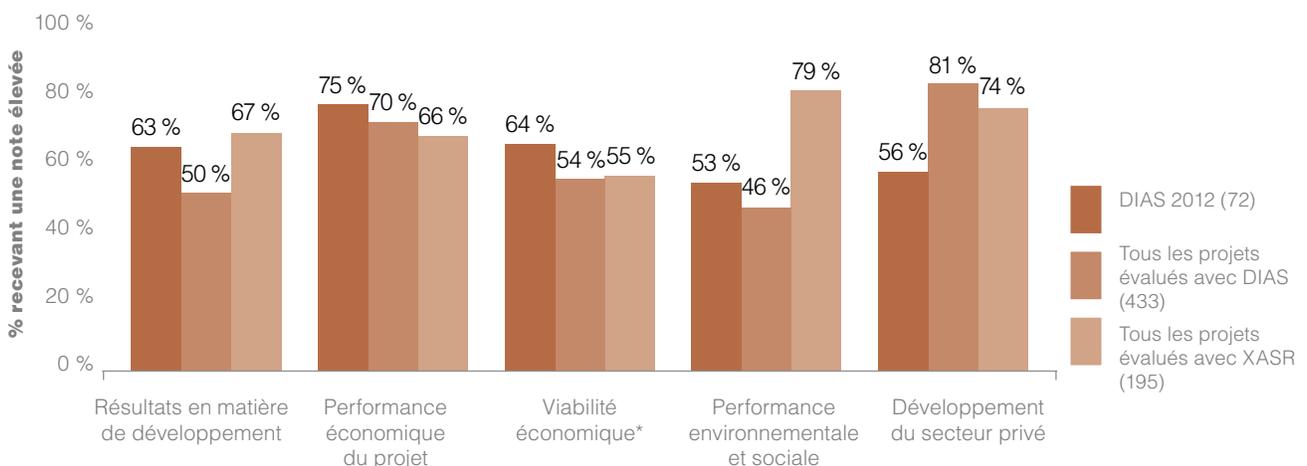
Résultats du développement selon les évaluations de 2012



Résultat cumulé des investissements en matière de développement



Prévision des résultats en matière de développement : comparaison des systèmes DIAS et XASR



* Les données DIAS incluent uniquement les projets avec des entreprises ; les projets avec des intermédiaires financiers ne sont pas inclus.



CARNES ZAMORA

En 2012, la SII a évalué un prêt de 1,1 million de dollars octroyé en 2008 à Carnes Zamora, entreprise costaricienne de transformation et de distribution de produits du porc à valeur ajoutée. En 2007, l'entreprise s'était inscrite au programme FINPYME *Diagnostics* de la SII et avait obtenu une note de 76 %. La SII avait alors démarré un processus d'évaluation interne visant à octroyer un prêt à Carnes Zamora. Sur la base de l'examen diagnostique, Carnes Zamora était habilitée à recevoir une assistance technique afin d'améliorer sa position concurrentielle. Du fait que l'entreprise était très endettée, il lui fallait restructurer sa dette et convertir une partie de sa dette à court et moyen terme en dette à long terme pour pouvoir financer une augmentation de son fonds de roulement permanent. Grâce au prêt de la SII, Carnes Zamora a réussi à restructurer sa dette, à améliorer son usine et à acheter du nouveau matériel, ce qui a permis d'améliorer le profil financier de l'entreprise et ses perspectives de croissance.

Carnes Zamora a augmenté son chiffre d'affaires au-delà de ce qui était projeté. En fait, son chiffre d'affaires annuel

moyen a augmenté de 27 % soit bien au-dessus du taux de croissance projeté de 15 %. L'entreprise a également effectué des investissements pour renforcer son système de distribution et sa capacité de stockage, ce qui lui a permis d'accroître sa part de marché grâce à son réseau de boucheries à plus hautes marges. Carnes Zamora a contribué à l'économie du Costa Rica à hauteur de 8 millions de dollars et a ajouté 37 postes de travail. L'additionnalité générée par le financement à long terme de la SII est imputable à l'impact sur la trésorerie de l'entreprise des investissements en fonds de roulement permanent ainsi que d'autres investissements nouveaux, grâce à sa forte croissance récente. La SII a pu offrir à Carnes Zamora le financement à long terme (neuf ans) qui n'était pas disponible auprès des institutions financières locales qui n'offrent que des prêts à court ou moyen terme. En outre, l'entreprise a accru son efficacité tout en réduisant sa consommation d'énergie, d'eau et d'autres ressources. La SII continue de collaborer avec Carnes Zamora et prépare un projet d'assistance technique qui permettra d'améliorer la gouvernance de l'entreprise.

Résultats financiers

La SII a enregistré un résultat net de 5,5 millions de dollars en 2012, clôturant une décennie de bénéfices durables après avoir accumulé 137 millions de dollars de bénéfices non distribués, soit l'équivalent de 20 % du capital libéré.

Par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires est de 14 % plus élevé et le résultat d'exploitation a augmenté de 11 %. Les coûts d'emprunt ont eux aussi augmenté, reflétant l'effet de levier plus important de la SII dû au soutien de la croissance de 22 % du total de l'actif. Les coûts de financement de la Société, mesurés en termes de coûts d'emprunt en pourcentage de la dette brute moyenne, ont toutefois diminué pour le cinquième exercice consécutif. L'obligation mondiale de 350 millions de dollars émise en novembre 2012 contribuera à cette tendance à la baisse des coûts moyens de financement en 2013.

Les éléments d'actif de la SII liés au développement, mesurés en tant qu'encours brut de prêts et de prises de participation (GLEO), ont augmenté de 7 % en 2012, poursuivant une tendance qui a produit un taux de croissance annuelle composé (CAGR) de 6 % sur les cinq derniers exercices (2007 à 2012). Ceci apporte clairement la démonstration de l'engagement de la SII envers sa mission malgré les défis posés par la récente crise financière mondiale.

Le capital libéré de la SII a augmenté de 5 millions de dollars en raison des versements effectués par les États-Unis (4,7 millions de dollars) et par la République populaire de Chine (400 000 dollars). Il est également encourageant de voir que 16 pays membres ont exprimé leur souhait de participer au processus de réaffectation des 1 351 actions (13,5 millions de dollars) débloquées par les États-Unis en 2012.

Qualité de l'actif

L'actif de la SII a atteint un total de 1,8 milliard de dollars. Le portefeuille GLEO a augmenté pour le second exercice consécutif à 1,09 milliard de dollars, avec un CAGR de 5,3 % sur les 5 derniers exercices. Le portefeuille en retard de paiement d'un jour ou plus continue de diminuer, passant de 15,9 millions de dollars en 2011 à 7,2 millions de dollars

en 2012, ce qui équivaut à 0,7 % du portefeuille de prêts. Le portefeuille de prêts dépréciés, qui ne comporte que trois créances non productives, demeure à 1 %. Toutes les transactions disposent de garanties adéquates et sont étroitement surveillées par la SII. En outre, les provisions pour pertes sont de six fois les prêts en retard de paiement et de quatre fois les prêts dépréciés.

Ratio de solvabilité

Les ratios de solvabilité de la SII continuent d'être solides. Son ratio du total de l'actif rapporté à ses fonds propres a diminué en décembre 2012 en raison de l'augmentation du portefeuille GLEO mais demeure solide à plus de 40 %. Compte tenu du niveau de ses fonds propres et de ses provisions en décembre 2012, la SII maintient une couverture sur plus des trois quarts de son risque total des éléments d'actif liés au développement.

Effet de levier et liquidité

La SII a le 8 novembre émis une obligation de 350 millions de dollars à trois ans afin de diversifier ses sources de financement. Cette émission réussie, la première de la SII sur les marchés financiers mondiaux, a été rapidement souscrite en quelques heures seulement. La cible initiale de 300 millions de dollars a été augmentée en fonction du nombre et de la qualité inhabituellement élevés de participants pour un placement inaugural à moyen terme.

En conséquence, le ratio passif/fonds propres a augmenté jusqu'à 1,3 fois, restant toutefois en deçà de l'objectif de 1,5 fixé pour le cycle actuel de planification et bien en deçà du niveau maximum de 3,0 établi par l'Accord constitutif de la SII. Les ratios de liquidité de la SII en ont ressenti l'incidence positive, atteignant 40 % du total de l'actif et 80 % de sa dette financière. Le niveau de liquidité a été accumulé pour pouvoir préfinancer le programme de prêt de 2013 et devrait diminuer dans la fourchette prudentielle de 18 à 24 mois de couverture de liquidité opérationnelle, comme le définit le Plan d'activités 2011-2013.

Régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

Le régime de retraite et le régime de prestations complémentaires au personnel retraité de la SII ont terminé l'exercice 2012 en état de sous-capitalisation de respectivement 33,6 millions et 10,9 millions de dollars. L'état de sous-capitalisation du régime de retraite et du régime de prestations au personnel retraité a respectivement augmenté d'environ 10 et 4 millions de dollars depuis 2011, ce qui a entraîné la sous-capitalisation du régime de retraite et du régime de prestations au personnel retraité respectivement de 67 et 82 %. Ceci a été en grande partie causé par les conditions économiques et financières actuelles qui ont entraîné une diminution de 75 points de base du taux d'actualisation desdits régimes en 2012. La diminution du taux d'actualisation augmente le passif du régime de retraite et du régime de prestations au personnel retraité, compte tenu du rapport inverse entre le taux d'actualisation et les obligations du régime de retraite. Cette baisse du taux d'actualisation résulte également de la décision prise par la direction de la BID, en coordination avec la SII, d'abandonner la courbe d'actualisation actuarielle utilisée auparavant au profit de la courbe d'actualisation de Citigroup Pension Liability, qui est considérée comme une référence plus appropriée. Cette modification compte pour environ 25 points de base sur les 75 points de base de diminution du taux d'actualisation.

Le résultat net a subi en 2012 l'impact de 3,1 millions de dollars de coûts plus élevés de prestations périodiques associés aux régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité.



Première émission obligataire mondiale de la SII sursouscrite

Trente-quatre investisseurs ont souscrit 350 millions de dollars des États-Unis

Au cours du dernier trimestre 2012, la SII a placé sa première émission internationale sur les marchés financiers mondiaux, un emprunt obligataire à 3 ans pour un montant de 350 millions de dollars. L'emprunt obligataire a retenu l'attention de 34 investisseurs mondiaux de premier ordre qui ont fait exploser la demande bien au-delà de l'objectif initial de la SII qui était de 300 millions de dollars. Cette émission constitue un moment capital dans la vie institutionnelle de la SII.

Quelques heures après le placement de l'emprunt obligataire, des ordres d'achat pour un montant total de près de 450 millions de dollars avaient été reçus, ce qui a obligé à clôturer l'émission obligataire avant l'échéance prévue. L'obligation négociée par un consortium de banques formé par Daiwa, Deutsche Bank, J.P. Morgan et Mizuho, paiera un intérêt trimestriel au taux flottant de 35 points de base sur le LIBOR.

L'émission obligataire a été largement couverte par la presse financière internationale. *Euroweek*, publication axée sur les marchés de capitaux internationaux, l'a qualifiée d'« excellent début ». L'emprunt obligataire fait partie d'un programme d'obligations à moyen terme à hauteur de 1 milliard de dollars que la SII a lancé en mai 2012 afin de diversifier ses sources de financement. Ont participé à l'achat de l'emprunt obligataire un nombre non négligeable de banques centrales, de fonds de placement et de banques privées d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique, des Amériques et d'Asie.

Synthèse de l'exercice 2012



Projets approuvés en 2012

En 2012, la SII a approuvé 378,9 millions de dollars sous forme d'investissements et de prêts directs ainsi que 384,4 millions de dollars supplémentaires pour le cofinancement d'opérations permettant de multiplier considérablement le financement direct de la SII. Figure ci-après un résumé des projets que la SII a approuvés durant l'exercice.

Approbations par secteur

 Produits agricoles	 Fonds d'investissement	 Distribution et vente au détail
 Aquaculture et pêche	 Construction, matériaux et aménagements	 Services
 Bétail et aviculture	 Conteneurs et conditionnement	 Hôtellerie et tourisme
 Engrais et services agricoles	 Aliments et boissons	 Énergie
 Services financiers	 Produits manufacturés généraux	 Transports et logistique
 Éducation	 Textiles, habillement et cuirs	 Services publics
 Services de santé et fournitures médicales	 Bois, pâte et papier	
 Information, communications et technologie	 Pétrole, gaz et exploitation minière	

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé	Description
BOLIVIE	ADM-SAO S.A.	 Produits agricoles	\$ 10 000 000	Financement du fonds de roulement et de la ligne de crédit renouvelable de financement des agriculteurs
	Agroindustria Vargas Gómez García S.R.L.	 Produits agricoles	200 000	Acquisition d'équipement pour accroître la capacité d'usinage
	Bolibanana S.R.L.	 Produits agricoles	200 000	Acquisition d'un système d'irrigation de la plantation de bananes
	Samensa Inc. S.A.	 Bois, pâte et papier	160 000	Expansion des exportations de contreplaqué
	Servicios Agrícolas JOMA	 Engrais et services agricoles	200 000	Acquisition de machines agricoles et refinancement de la dette
BRÉSIL	Arvedi Metalfer do Brasil S.A.	 Produits manufacturés généraux	5 000 000	Financement de la construction d'une nouvelle usine de production de tuyaux en acier et des fonds de roulement
	Rabobank International Brasil S.A.	 Services financiers	15 000 000	Financement de PME
	Stratus Capital Partners LP	 Fonds d'investissement	5 000 000	Investissement dans un fonds multisectoriel de prise de participation privé axé sur les PME
	Wind Power Energia S.A.	 Produits manufacturés généraux	7 000 000	Financement du fonds de roulement
CHILI	Eurocapital S.A.	 Services financiers	5 000 000	Renouvellement d'un prêt antérieur
	Tanner Servicios Financieros S.A.	 Services financiers	15 000 000	Expansion du portefeuille de PME
	Transmisora Mejillones S.A.	 Services publics	10 000 000	Construction, exploitation et maintenance du poste électrique de Sierra Gorda et de la ligne de transport

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé	Description
COLOMBIE	Grupo Portuario S.A.	Services publics	3 000 000	Expansion du terminal portuaire
COSTA RICA	Banco BAC San José, S.A.	Services financiers	20 000 000	Financement de PME
	Banco de Costa Rica	Services financiers	22 500 000	Financement de PME
	Café Britt Costa Rica S.A.	Aliments et boissons	4 000 000	Expansion de magasins Britt dans les aéroports
	Financiera CAFSA S.A.	Services financiers	3 000 000	Financement de PME à moyen terme
	Scotia Leasing Costa Rica S.A.	Services financiers	20 000 000	Ligne de crédit pour le financement de PME
EL SALVADOR	Compañía Azucarera Salvadoreña S.A. de C.V.	Produits agricoles	6 000 000	Renouvellement d'une opération pour faire face aux besoins du fonds de roulement
	FINCA S.A. de C.V.	Services financiers	1 000 000	Financement du fonds de roulement pour les entrepreneurs à faible revenu
ÉQUATEUR	Agripac S.A.	Engrais et services agricoles	4 000 000	Expansion d'opérations agricoles et d'épandage
	Banco Pichincha C.A.	Services financiers	5 000 000	Financement de PME
	Comohogar S.A.	Distribution et vente au détail	10 000 000	Expansion du réseau de vente de détail et de la chaîne de valeur
	FERTISA, Fertilizantes, Terminales i Servicios S.A.	Produits agricoles	5 000 000	Rénovation des plantations de bananes, modernisation et expansion du terminal portuaire
	Hidrosanbartolo S.A.	Énergie	10 000 000	Conception, construction et exploitation d'une centrale hydroélectrique au fil de l'eau
	Procesadora Nacional de Alimentos C.A.	Aliments et boissons	10 000 000	Investissement dans des immobilisations en vue d'accroître la capacité de production de denrées alimentaires
	Proyectos Energéticos Ecuagesa S.A.	Énergie	7 000 000	Construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 22,7 MW
HAÏTI	Carifresh S.A.	Produits agricoles	160 000	Expansion d'opérations agricoles
	La Réserve	Hôtellerie et tourisme	365 000	Projet d'expansion hôtelière
HONDURAS	Comercial Nasareth S. de R.L.	Distribution et vente au détail	155 000	Financement du fonds de roulement
	Financiera FINCA Honduras S.A.	Services financiers	1 000 000	Financement du fonds de roulement pour les entrepreneurs à faible revenu
JAMAÏQUE	Gulfstream Petroleum Jamaica S. de R.L.	Distribution et vente au détail	3 500 000	Financements permettant le développement des opérations de distribution de carburant en Jamaïque
	Seawind Key Investment Limited	Hôtellerie et tourisme	8 000 000	Financement pour la construction de deux complexes hôteliers
MEXIQUE	Agrofinanzas S.A. de C.V.	Services financiers	3 800 000	Financement de PME du secteur agricole

Projets approuvés en 2012 (cont.)

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé	Description
MEXIQUE (Cont.)	American Textil S.A.	 Textiles, habillement et cuirs	3 800 000	Diversification de la production et acquisition d'équipement
	Arendal S. de R.L. de C.V.	 Services	8 500 000	Financement de contrats de travaux publics ou de prestation de services avec PEMEX
	CNH Servicios Comerciales, S.A. de C.V. SOFOM	 Services financiers	2 200 000	Financement de prêts secondaires
	Corporación Financiera de Occidente S.A. de C.V. SOFOL	 Services financiers	500 000	Renforcement du capital
	Docuformas S.A.P.I. de C.V.	 Services financiers	2 300 000	Diversification des sources de financement
	Financiera Educativa de México S.A. de C.V.	 Services financiers	1 900 000	Expansion des opérations dans le sud du Mexique
	Operadora de Servicios MEGA S.A. de C.V.	 Services financiers	2 300 000	Financement de PME
	Promotora de Cultura Yaxché S.A. de C.V.	 Hôtellerie et tourisme	7 300 000	Construction et lancement des opérations du Gran Museo del Mundo Maya de Mérida
	Servicios y Financiamiento Agrícola S.A. de C.V. SOFOM ENR	 Services financiers	1 800 000	Financement du portefeuille des prêts
	Vinte Viviendas Integrales S.A.P.I. de C.V.	 Distribution et vente au détail	4 000 000	Financement du fonds de roulement pour le développement de projets résidentiels au Mexique
NICARAGUA	Banco de Finanzas S.A.	 Services financiers	5 000 000	Financement de PME à moyen et à long terme
	Casa Pellas S.A.	 Distribution et vente au détail	3 500 000	Financement du fonds de roulement
	Credi-Factor S.A.	 Services financiers	750 000	Financement de PME
	Distribuidora del Socorro S.A.	 Distribution et vente au détail	200 000	Financement du fonds de roulement
	Financiera FINCA Nicaragua S.A.	 Services financiers	1 000 000	Financement du fonds de roulement pour les entrepreneurs à faible revenu
	Inversiones Hidroeléctricas S.A.	 Services publics	8 000 000	Construction d'une centrale hydroélectrique
	Irene S.A.	 Textiles, habillement et cuirs	600 000	Améliorations des entrepôts et modernisation globale des équipements
	Puerto Cabezas Power S.A.	 Énergie	1 500 000	Acquisition de générateurs électriques
	Repuestos Almir S.A.	 Distribution et vente au détail	300 000	Construction d'un entrepôt et expansion des entrepôts existants
	Solórzano Industrial & Cía. Ltda.	 Distribution et vente au détail	100 000	Financement du fonds de roulement

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé	Description
NICARAGUA (Cont.)	ZAPSA Comercial S.A.	 Distribution et vente au détail	250 000	Financement du fonds de roulement et remboursement de la dette financière
PARAGUAY	Comercial e Industrial Amambay S.A. - Ciabay S.A.	 Engrais et services agricoles	3 500 000	Refinancement des comptes-clients
PÉROU	Banco Santander Perú S.A.	 Services financiers	5 000 000	Renforcement du programme de financement des PME
	Caja Municipal de Ahorro y Crédito de Arequipa	 Services financiers	4 000 000	Expansion des opérations de financement
	Empresa de Generación Eléctrica Canchaylo S.A.C.	 Énergie	7 200 000	Financement de la construction et de l'exploitation d'une centrale hydroélectrique
	Envases Los Pinos S.A.C.	 Conteneurs et conditionnement	3 000 000	Financement à moyen terme du fonds de roulement
	Financiera Créditos Arequipa S.A.	 Services financiers	2 000 000	Financement d'entrepreneurs et de micro-entreprises
	Mountain Lodges of Peru S.A.C.	 Hôtellerie et tourisme	3 000 000	Expansion d'un réseau de chalets de montagne
	Scotiabank Perú S.A.A.	 Services financiers	40 000 000	Fourniture de produits de financement et de leasing financier
	Total Artefactos S.A.	 Distribution et vente au détail	4 500 000	Expansion d'une chaîne de magasins
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Banco Popular Dominicano S.A.	 Services financiers	15 000 000	Financement de PME
	Gulfstream Petroleum Dominicana S. de R.L.	 Distribution et vente au détail	3 500 000	Financements permettant le développement des opérations de distribution de carburant en République dominicaine
URUGUAY	Calzá Hnos. S.A.	 Produits manufacturés généraux	140 000	Financement du fonds de roulement
	Fama S.A.	 Textiles, habillement et cuirs	600 000	Financement du fonds de roulement
	Irisur S.A.	 Produits manufacturés généraux	350 000	Financement du fonds de roulement et d'équipement
	Ledincor S.A.	 Transports et logistique	2 100 000	Modernisation du stockage des matières premières
	Lidelir S.A.	 Transports et logistique	3 100 000	Expansion des parcs de stockage
RÉGIONAUX	Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura S.A.	 Services financiers	5 000 000	Renouvellement d'une ligne de crédit
	FINCA Microfinance Holding LLC	 Services financiers	900 000	Financement du fonds de roulement pour les entrepreneurs à faible revenu
TOTAL			\$ 378 930 000	



Initiatives de gouvernance d'entreprise

Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise

En septembre 2011, la SII s'est associée à 29 institutions de financement du développement pour signer le Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise, jeu de directives pour la promotion d'une bonne gouvernance d'entreprise dans les activités de prêt et d'investissement. Les institutions signataires de ce Cadre ont adopté une méthodologie uniforme pour l'évaluation de la qualité de la gouvernance d'entreprise de leurs clients dans le cadre du processus de diligence requise. Elles se sont aussi engagées à offrir une formation de gouvernance d'entreprise à leur propre personnel et aux entreprises clientes.

La méthodologie d'évaluation de ce Cadre de développement est conçue pour les grandes entreprises et doit par conséquent être considérablement adaptée pour pouvoir être utilisée par les petites et moyennes entreprises et en particulier par les entreprises familiales qui constituent le marché cible de la SII. En 2012, la SII a mené un programme pilote pour tester la méthodologie et est en train d'adapter la trousse à outils de ce Cadre de développement aux caractéristiques spécifiques de sa clientèle. Les entreprises familiales sont confrontées à des défis particuliers en matière de gouvernance en raison de la nécessité de définir et de distinguer les différents rôles des membres de la famille en tant qu'actionnaires, parents et cadres de l'entreprise. La SII est la seule institution de financement du développement signataire du Cadre de développement qui est axée sur le secteur des entreprises familiales d'Amérique latine et des Caraïbes.

Atelier de gouvernance d'entreprise pour les entreprises familiales clientes de la SII

En novembre 2012, la SII a tenu à Cancún son second atelier de promotion des bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise. Ont participé à l'atelier 43 représentants de 17 PME. Les participants ont bénéficié d'une formation dans des domaines tels que le rôle des femmes dans les entreprises familiales, le rôle et les responsabilités du conseil d'administration, la planification successorale et le transfert intergénérationnel de propriété. L'événement fait partie d'une initiative plus large de la SII visant à relever les normes de bonne gouvernance et à diffuser les meilleures pratiques dans ce secteur.

Assistance technique directe en matière de gouvernance d'entreprise pour les clients de la SII

Au cours de 2012, cinq entreprises clientes ont reçu de la SII une assistance technique directe destinée à améliorer leurs pratiques de gouvernance d'entreprise dans le cadre d'un programme financé par le Gouvernement coréen par le biais du Fonds Corée-SII de développement des PME. Le coût de ce type d'assistance est assez élevé et cela peut prendre jusqu'à un an pour que son contenu soit mis en pratique. Néanmoins, cette assistance est aussi très efficace et donne aux entreprises le soutien et les solutions personnalisés nécessaires pour faire face aux défis particuliers auxquels elles sont confrontées. Des experts aident l'entreprise à créer des structures de gouvernance telles que des conseils d'administration et des comités d'exploitation. La SII aide ces entreprises à rédiger des protocoles familiaux, des plans de succession ainsi que d'autres types d'accords et collabore également avec elles pour améliorer leur transparence et leur efficacité.

Durabilité environnementale et sociale

Semaine de la durabilité

La formation et l'assistance technique sont indispensables pour que les projets dégagent plus que de simples retombées économiques et financières. En 2012, une grande partie des efforts d'additionnalité de la SII ont été axés sur la promotion de la durabilité environnementale.

En octobre, la SII a inauguré sa troisième Semaine annuelle de la durabilité avec deux ateliers de formation à Panama. Les ateliers visent à sensibiliser les PME à l'importance de l'efficacité énergétique et à proposer aux institutions financières des outils pour faire de la durabilité une composante transversale de leurs pratiques.

Lors du premier atelier, des informations sur la manière de réduire les risques environnementaux et sociaux ont été offertes à plus de 25 institutions financières de 13 pays. Les participants ont également appris à se servir des stratégies environnementales et de gestion des risques pour améliorer leur compétitivité. L'atelier était organisé en conjonction avec l'Unité des sauvages environnementales de la BID.

Le second atelier a proposé à plus de 60 petites et moyennes entreprises, ONG et autres organisations régionales les outils nécessaires pour réduire leurs coûts énergétiques et leur empreinte carbone. Cet atelier était organisé conjointement avec Banco General, une banque privée panaméenne.

Depuis un certain nombre d'années, la SII travaille en collaboration avec d'autres institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes pour sensibiliser au changement climatique et à l'efficacité énergétique et promouvoir le recours à des sources d'énergie renouvelable. La SII a formé environ 600 participants de quelque 220 institutions financières depuis le lancement de son premier atelier de gestion des risques environnementaux en 1999.



Gouvernance institutionnelle

Assemblée des gouverneurs

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la SII et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet l'Accord constitutif de la Société ou que lui délègue l'Assemblée des gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les treize membres et les treize suppléants du Conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans et représentent un ou plusieurs pays de la SII.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes : l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la Société, deux administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un administrateur représentant les autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

Administrateurs et Administrateurs suppléants

(en décembre 2012)

	Administrateur	Administrateur suppléant
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Mattia Adani	Johannes Smeets
Argentine et Haïti	Gabriela Costa	Federico Chinchilla
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Kurt Kisto	Sulfikar Ally
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Carmen María Madríz	Carla Anai Herrera Ramos
Brésil et Suriname	Ricardo Carneiro	Sérgio Portugal
Chili et Colombie	Alejandro Foxley Tapia	Roberto Prieto Uribe
Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Per Oyvind Bastoe	Christian Pages
Équateur et Pérou	Kurt Burneo Farfán	Xavier Eduardo Santillán
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	Yasuhiro Atsumi	María Pérez Ribes
État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay	Hugo Rafael Cáceres	Marcelo Bisogno
États-Unis d'Amérique	Gustavo Arnavat	
Mexique et République dominicaine	Cecilia Ramos Ávila	Muriel Alfonseca
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Adina Bastidas	Antonio De Roux

Direction

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration.

Le Directeur général supervise les cadres et les employés de la SII. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, il est chargé des affaires ordinaires de la Société et, en consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du renvoi des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

Personnel

Pour remplir sa mission de développement, la SII compte au 31 décembre 2012 110 postes de titulaires : 25 sont répartis dans 12 des pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillent au siège à Washington, D.C. Parmi ces premiers, on compte 8 chargés d'investissement travaillant directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et 10 affectés à plein temps à la supervision directe d'un portefeuille de 222 projets d'entreprises et d'institutions financières, y compris des visites annuelles sur le terrain.

Le reste du personnel, réparti en neuf divisions (affaires institutionnelles, assistance technique et alliances stratégiques, efficacité en matière de développement, finance et planification stratégique, gestion du portefeuille, gestion des risques, juridique, prises de participation et fonds d'investissement et opérations) et l'unité d'opérations spéciales, apporte son soutien aux activités de projets et de programmes.

Structure des rémunérations du personnel du siège de la SII*

Niveau	Titre du poste	Minimum	Maximum	Pourcentage du personnel / niveau	Salaire moyen / niveau	Avantages sociaux moyens†
E2	Haut dirigeant	\$ 279 022	\$ 334 826	1,22 %	\$ 334 826	\$ 130 582
E5	Haut dirigeant	203 577	254 472	1,22	254 472	99 244
1	Cadre	164 862	239 050	10,98	199 804	77 924
2	Cadre	144 287	216 430	1,22	169 587	66 139
3	Technique	120 416	192 667	18,29	133 549	52 084
4	Technique	105 949	169 518	14,63	118 255	46 119
5	Technique	96 528	144 791	14,63	100 344	39 134
6	Technique	86 196	129 293	4,88	86 366	33 683
7	Technique	76 581	114 871	10,98	84 503	32 956
8	Technique	67 177	100 765	6,10	72 340	28 213
9	Soutien	59 517	89 275	9,76	60 027	23 410
10	Soutien	47 990	76 785	3,66	54 129	21 110
11	Soutien	41 808	66 893	2,44	49 511	19 309
				100,0 %		

* Le personnel en région est rémunéré localement selon une échelle fixée par la BID.

† Incluent : congés, primes de fin de service, assurances vie et médicale et autres avantages non salariaux: voyage au pays d'origine, remboursement des impôts, frais de déplacement (prise de poste, réinstallation, rapatriement), allocations pour personnes à charge, allocations d'études, et indemnités de mission.

Les membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les administrateurs, les administrateurs suppléants, les conseillers principaux et les conseillers ainsi que le Président du Conseil d'administration sont rémunérés par la BID.

Outils pour lutter contre la corruption et la fraude

La SII fait partie d'une vaste initiative internationale visant à promouvoir l'intégrité et la transparence dans les transactions avec le secteur privé. Elle a signé en 2011 le Cadre uniforme de prévention et de lutte contre la fraude et la corruption. Elle continue aussi d'adhérer aux meilleures pratiques développées cette dernière décennie conjointement avec d'autres institutions homologues, y compris à la politique de tolérance zéro pour certaines pratiques interdites. En outre, la SII reconnaît et convient d'appliquer les décisions d'exclusion des autres signataires de l'Accord d'application réciproque des décisions d'exclusion.

Dans la conduite de ses opérations, la SII prend les mesures appropriées pour identifier et atténuer tout risque à son intégrité et à sa réputation et pour prévenir et enquêter sur toute pratique interdite et les sanctionner. Parmi ces mesures figurent les examens d'intégrité préalables de ses clients et partenaires, les études du cadre réglementaire des systèmes financiers et bancaires des pays dans lesquels elle collabore avec des intermédiaires financiers et la surveillance de la conformité de ses contreparties aux réglementations pour la prévention du blanchiment d'argent.



Mission

La SII promeut le développement économique de ses pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes en finançant des entreprises privées. Elle est entrée en activité en 1989 et s'attache plus particulièrement à soutenir les petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés à obtenir un financement à moyen et long terme.

Les entreprises et les projets financés par la SII doivent être efficaces et économiquement viables. Ils doivent également favoriser le développement économique et promouvoir la bonne gestion environnementale. La SII soutient les entreprises qui créent des emplois, contribuent à l'élargissement de leur capital et facilitent le transfert de ressources et de technologie. Les projets qui génèrent des revenus en devises ou favorisent l'intégration économique de l'Amérique latine et des Caraïbes peuvent également bénéficier de l'aide de la SII.

En tant qu'organisation financière multilatérale, la SII accorde des financements sous diverses formes, dont des prêts directs, des garanties, des prises de participation et des lignes de crédit à des intermédiaires financiers. Les opérations de la SII servent également de catalyseur pour attirer la technologie, le savoir-faire et des financements supplémentaires pour les projets. Les ressources sont mobilisées par le biais de cofinancements et d'accords de syndication, d'appui aux émissions d'actions, d'obligations et d'autres titres, et de coentreprises.

Membre du Groupe de la BID, la SII est juridiquement autonome et ses ressources et sa direction sont indépendantes de celles de la BID. Son siège est à Washington, D.C. et elle a du personnel dans 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

États financiers vérifiés

Rapport des auditeurs indépendants

Société interaméricaine d'investissement

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.

Bilan

En milliers de dollars des États-Unis (sauf données concernant les actions)	31 décembre	
	2012	2011
ACTIF		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 28 438	\$ 59 254
Titres de placement		
Pour activité boursière	535 439	352 663
Disponibles à la vente	149 571	30 442
Détenus jusqu'à échéance	40 335	46 551
Investissements		
Prêts	1 061 679	992 900
Moins provisions pour pertes	(47 414)	(44 966)
	1 014 265	947 934
Participations (14 673 et 16 583 dollars, respectivement, à leur juste valeur)	26 637	27 449
Total des investissements	1 040 902	975 383
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	19 828	18 571
Total de l'actif	\$ 1 814 513	\$ 1 482 864
PASSIF ET CAPITAL		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 63 969	\$ 43 966
Intérêts et commissions d'engagement à payer	2 606	2 648
Emprunts à court terme	21 498	140 823
Emprunts et créances à long terme (0 et 50 114 dollars, respectivement, à leur juste valeur)	947 860	517 681
Total du passif	1 035 933	705 118
Capital		
Autorisé :		
70 590 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de 10 000 dollars)		
Actions souscrites :		
68 979 et 70 480 actions respectivement (valeur nominale de 10 000 dollars)	689 790	704 800
Moins souscriptions à recevoir	(400)	(20 471)
	689 390	684 329
Bénéfices non répartis	137 604	132 044
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(48 414)	(38 627)
Total du capital	778 580	777 746
Total du passif et du capital	\$ 1 814 513	\$ 1 482 864

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Compte de résultat

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2012	2011
REVENUS		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts et commissions	\$ 48 537	\$ 43 935
Autres revenus	1 357	545
	49 894	44 480
Investissements sous forme de participations		
Dividendes et distributions	527	633
Plus-values sur ventes de participations	248	1 435
Variation de valeur comptable	(48)	(2 703)
Autres revenus	67	1 252
	794	617
Titres de placement	9 109	6 080
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	3 562	4 350
Total des revenus	63 359	55 527
Frais des emprunts et de la dette à long terme (déduction faite des variations de la juste valeur des instruments financiers correspondants)	17 173	13 982
Total des revenus, valeur nette d'intérêts	46 186	41 545
RÉCUPÉRATION DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS	188	(4 643)
RÉDUCTION DE VALEUR DES PARTICIPATIONS AUTRE QUE TEMPORAIRE (LIÉE AU CRÉDIT)	—	2 363
CHARGES D'EXPLOITATION		
Dépenses administratives	39 952	32 909
Plus ou moins-values nettes sur opérations de change	(63)	161
Autres dépenses	311	20
Total des charges d'exploitation	40 200	33 090
Résultat avant activités d'assistance technique	5 798	10 735
Activités d'assistance technique	238	430
RÉSULTAT NET	\$ 5 560	\$ 10 305

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État du résultat étendu

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2012	2011
RÉSULTAT NET	\$ 5 560	\$ 10 305
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Pertes actuarielles nettes	(11 368)	(28 873)
Amortissement de :		
Obligation de transition	174	174
Coût des prestations antérieures	934	1 878
	(10 260)	(26 821)
Plus ou moins-value latente des titres de placement disponibles à la vente	473	253
	(9 787)	(26 568)
RÉSULTAT ÉTENDU	\$ (4 227)	\$ (16 263)

Les notes font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres

En milliers de dollars des États-Unis	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capital social*	Total des capitaux propres
Au 31 décembre 2010	\$ 121 739	\$ (12 059)	\$ 663 371	\$ 773 051
Exercice clos au 31 décembre 2011				
Résultat net	10 305	—	—	10 305
Autres éléments du résultat étendu	—	(26 568)	—	(26 568)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	20 958	20 958
Au 31 décembre 2011	\$ 132 044	\$ (38 627)	\$ 684 329	\$ 777 746
Exercice clos au 31 décembre 2012				
Résultat net	5 560	—	—	5 560
Autres éléments du résultat étendu	—	(9 787)	—	(9 787)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	5 061	5 061
Au 31 décembre 2012	\$ 137 604	\$ (48 414)	\$ 689 390	\$ 778 580

*Dédution faite des souscriptions à recevoir.

État des flux de trésorerie

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2012	2011
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décassements de prêts	\$ (352 732)	\$ (411 674)
Décassements de participations	(2 628)	(445)
Remboursements de prêts	283 544	239 347
Ventes de participations	3 510	2 769
Échéances des titres de placement détenus jusqu'à échéance	6 000	47 000
Titres disponibles à la vente		
Achats	(133 596)	(30 000)
Ventes et échéances	15 000	20 000
Dépenses d'investissement	(1 170)	(1 949)
Produit de la vente d'actifs recouverts	2 334	2 861
Flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement	\$ (179 738)	\$ (132 091)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursements des emprunts, valeur nette	(101 979)	(28 936)
Produit de l'émission de bons et obligations	411 472	68 248
Souscriptions au capital	5 061	20 958
Flux de trésorerie nets affectés aux opérations de financement	\$ 314 554	\$ 60 270
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION		
Résultat net	5 560	10 305
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation :		
Plus-values réalisées sur la vente de participations	(248)	(1 435)
Variation de la valeur comptable des participations	48	2 703
Recouvrement de participations	—	(58)
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	2 810	(1 041)
Dotation/récupération aux provisions pour pertes sur prêts	188	(4 643)
Plus-values latentes sur titres de placement	(6 886)	(2 623)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	5 459	2 782
Variation des passifs nets du régime de retraite et du RPPR	3 811	(2 405)
Moins-values réalisées sur instruments dérivés non spéculatifs, valeur nette	(23)	—
Plus-values latentes sur instruments dérivés non spéculatifs	—	(339)
Plus-values réalisées sur des emprunts à leur juste valeur, valeur nette	307	—
Variation de la valeur des emprunts à leur juste valeur	—	710
Autres, valeur nette	2 477	(1 893)
	7 943	(8 242)
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(1 756 884)	(1 355 282)
Ventes, échéances et remboursements	1 577 747	1 403 480
	(179 137)	48 198
Flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation	\$ (165 634)	\$ 50 261
Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables	2	6
Variation nette des espèces et valeurs assimilables	(30 816)	(21 554)
Espèces et valeurs assimilables au 1er janvier	59 254	80 808
Espèces et valeurs assimilables au 31 décembre	\$ 28 438	\$ 59 254
Informations complémentaires :		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 15 503	\$ 13 208

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Objet

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs, par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de sous-participations, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

1. Base de présentation

Les principes appliqués par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (GAAP). Toute référence faite dans les présentes notes aux GAAP publiés par le Conseil des normes comptables financières (FASB) est une référence à la codification des normes comptables du FASB, parfois dénommée Codification ou ASC.

Tous les montants présentés dans les états financiers ci-joints et les notes sont exprimés, sauf indication contraire, en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique (dollars des États-Unis, USD ou \$), qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2. Récapitulatif des principales politiques comptables

Emploi d'estimations — La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent diverger de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties et l'estimation de la juste valeur des prêts et participations, des emprunts et des instruments dérivés ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût net des prestations périodiques du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible que l'évolution de la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

Espèces et valeurs assimilables — Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine inférieure ou égale à trois mois, autres que ceux détenus comme titres pour activité boursière, sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces. La Société peut détenir des dépôts bancaires d'un montant supérieur aux limites assurées par la FDIC.

Titres de placement — Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des titres de sociétés, des titres d'État et d'organismes étatiques, conformément à ses critères d'investissement. Parmi ces titres figurent des obligations à taux fixe et flottant, à court, moyen ou long terme, des certificats de dépôt, des effets de commerce et des fonds communs de placement.

Les titres de placement que détient la Société sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat et sont comptabilisés à la date de l'achat. La Société classe en tant qu'activité boursière son portefeuille de titres achetés

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

et détenus aux fins de leur revente à court terme, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie détenus jusqu'à échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites à la rubrique Cumul des autres éléments du résultat étendu. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes sont comptabilisés dans la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti.

La Société évalue ses titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance dont la valeur est devenue inférieure à leur coût amorti pour déterminer si cette baisse de la juste valeur est autre que temporaire en fin d'exercice. La Société tient compte de divers facteurs pour déterminer si une baisse de la juste valeur est autre que temporaire, dont la situation financière de l'émetteur, l'incidence des variations des taux d'intérêts et des écarts de crédit, la durée prévue du redressement et d'autres informations quantitatives et qualitatives. La valorisation de la réduction de valeur des titres est un processus sujet à estimation, discernement et incertitude et a pour objet de déterminer si la baisse de la juste valeur des titres de placement doit être constatée dans les résultats de l'exercice en cours. Au titre des risques et incertitudes figurent l'évolution de la conjoncture économique générale et l'évolution future de l'évaluation des facteurs susmentionnés.

Investissements sous forme de prêts et de participations — Les engagements d'investissement sous forme de prêts et de participations constituent des obligations juridiques lorsque le contrat de prêt ou de participation est signé et sont enregistrés comme des éléments d'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. Dans certains cas, la Société obtient des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tiers. Les participations qui comprennent des participations directes et des participations dans des sociétés du type Limited Partnerships (LP) sont initialement inscrites à leur coût qui est généralement la juste valeur de la contrepartie versée. Les participations directes et dans certaines LP pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais sur lesquelles elle n'exerce pas une influence significative, sont comptabilisées à leur coût. La méthode de la juste valeur est appliquée aux participations non minoritaires de la Société dans des LP.

La Société considère qu'un prêt est douteux lorsque, en fonction des circonstances et des informations disponibles, il est probable que la Société ne soit pas en mesure de recouvrer tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. Les informations et les événements concernant l'emprunteur et/ou le contexte économique et politique dans lequel il évolue dont il est tenu compte pour déterminer si un prêt est douteux sont notamment les suivants : les difficultés financières de l'emprunteur, la position concurrentielle de l'emprunteur sur le marché, le risque lié aux actifs sous-jacents donnés en garantie, la volonté et la capacité du promoteur à soutenir l'investissement, le risque lié à l'équipe de direction ainsi que les conflits géopolitiques et les crises macro-économiques.

Pour les investissements sous forme de participations qui ne sont pas évalués à la juste valeur, l'analyse de réduction de valeur est effectuée sur la base des renseignements financiers les plus récents et des rapports de recherche disponibles à ce sujet. Sont également prises en compte les tendances du secteur de l'émetteur, les performances passées de l'entreprise ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa valeur réduite qui devient la nouvelle base de coût de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue avec plus-value.

Entités à détenteurs de droits variables — Une entité est assujettie aux alinéas EDDV de l'ASC 810 et est dénommée entité à détenteurs de droits variables (EDDV) (1) si ses capitaux propres sont insuffisants pour lui permettre de financer ses activités sans obtenir de soutien financier subordonné supplémentaire ou (2) si les investisseurs en instruments de capitaux propres

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

n'ont pas de droits de prise de décision sur les activités de l'entité ou si les investisseurs en instruments de capitaux propres n'assument pas les pertes prévues ni ne reçoivent les rendements attendus de l'entité proportionnellement à leurs droits de vote.

Pour décider s'il convient de consolider ses droits variables dans des EDDV, la Société examine si elle détient le pouvoir de diriger les activités de l'EDDV d'une manière susceptible d'avoir l'incidence la plus notable sur ses performances économiques et l'obligation d'assumer les pertes ou le droit de recevoir les rendements de l'EDDV potentiellement significatifs pour l'EDDV. La Société n'a pas identifié d'EDDV qui devrait être consolidée dans les états financiers de la Société.

Provision pour pertes sur prêts — La Société inscrit au bilan la baisse de valeur du portefeuille de prêts par le biais de provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts, en enregistrant une dotation ou une récupération de la provision pour pertes sur le résultat net, accroissant ou diminuant ainsi la provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Les prêts éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est maintenue par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées probables sur son portefeuille de prêts. La direction se fonde sur le degré de risque et les performances de chaque prêt, la conjoncture économique et d'autres facteurs qu'elle considère importants.

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées (prêts douteux avec provisions spécifiques) que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement (provisions générales). La détermination des provisions pour pertes probables identifiées représente l'avis de la direction sur la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus au taux d'origine du contrat de prêt, la juste valeur des actifs donnés en garantie moins les coûts d'aliénation et d'autres données de marché observables. Compte tenu de l'objet de la Société et de la nature des prêts, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible. Les provisions pour pertes attribuées au reste du portefeuille de prêts sont établies par le biais d'une estimation de la perte probable inhérente au portefeuille en se fondant sur diverses analyses. Chaque prêt est noté en fonction de son risque et l'estimation de la perte découle de chaque catégorie de notation. La notation est fondée sur l'expérience passée et les données de marché qui sont disponibles et comprend le risque pays, le risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, l'inexécution des garanties du promoteur ou d'accords de soutien, ainsi que l'analyse d'états financiers préparés conformément à des principes comptables autres que les GAAP. Les estimations de perte proviennent de données du secteur et de données passées de la SII. Aucun changement n'a été apporté, au cours des périodes présentées, à la politique comptable de la Société ni aux méthodologies employées pour estimer ses provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts.

Afin de fournir certaines informations sur la totalité des provisions de la Société relatives aux investissements sous forme de prêts, la Société considère l'ensemble de son portefeuille de prêts pour estimer les provisions pour pertes relatives aux investissements sous forme de prêt.

Les prêts sont sortis du bilan lorsque la Société a épuisé tous les moyens possibles de recouvrement, en réduisant les provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Ces réductions des provisions sont partiellement compensées par les recouvrements liés à des prêts précédemment sortis du bilan.

Constatation des produits de prêts — Les intérêts et les commissions, à l'exception des commissions d'ouverture, sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou, en règle générale, si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Tout intérêt couru non perçu concernant un prêt à intérêt non comptabilisé est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dette sont constatés en tant que produit comptabilisé d'avance et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque le montant en principal correspondant est reçu.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les commissions d'ouverture et les coûts différentiels directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ne sont pas constatés d'avance ni amortis sur la durée du prêt car les commissions d'ouverture ne servent qu'à rembourser à la Société les frais de constitution d'un dossier de prêt. Les commissions d'ouverture non remboursables en deçà ou au-delà du coût de constitution du dossier de prêt sont considérées comme négligeables dans les états financiers.

Constatation des produits de participations — Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participation qui sont comptabilisés selon la méthode du coût sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée ladite distribution. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur sont constatées en tant que revenu lorsqu'elles sont reçues. En ce qui concerne les LP comptabilisées à leur juste valeur, les distributions de dividendes sont considérées selon l'évaluation de la valeur d'actif net de chaque participation sous-jacente et comptabilisées en tant que variation de la valeur comptable de l'investissement.

Garanties — La Société offre des garanties de crédit couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre pour améliorer leur solvabilité et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique de la Société visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encourus lorsque l'obligation financière sous-jacente est encourue vis-à-vis du tiers et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à la date de l'engagement à moins que l'élément de passif éventuel existe à ce moment-là ou qu'il est prévu d'exister à court terme et elle est alors constatée à sa juste valeur. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au poste Autres éléments de passif et la contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan au poste Autres éléments d'actif. Si les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un investissement sous forme de prêt et des provisions spécifiques sont fixées sur la base de la perte probable estimée. Le revenu est acquis à mesure que la Société est dégagée du risque à l'expiration ou à la liquidation de la garantie.

Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives — Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société conclut des opérations comportant divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais de produits financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques de taux d'intérêt de l'instrument financier en question pour produire le taux d'intérêt souhaité et aucun n'est dans une relation de comptabilité de couverture. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et le montant net de leur juste valeur. Toute variation de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts est comptabilisée au poste Frais des emprunts et de la dette à long terme.

L'instrument dérivé de la Société a été remboursé en juin 2012. Cet instrument dérivé n'était pas dans une relation de couverture de trésorerie ou de juste valeur.

Charges constatées d'avance — Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant, selon une méthode d'amortissement linéaire qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode de l'intérêt réel.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Immobilisations — La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

Opérations en devises — Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à ladite date. Les revenus et les dépenses sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré, les plus et moins-values qui en résultent étant intégrées au poste Plus ou moins-values nettes sur opérations de change.

Juste valeur des instruments financiers — La Codification requiert que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers et leur estimation de juste valeur, que ces valeurs soient ou non comptabilisées au bilan.

Les GAAP définissent la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un élément d'actif ou payé pour céder un élément de passif (c'est-à-dire le « prix de sortie ») d'une cession ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans des conditions normales de marché. La mesure de la juste valeur suppose en outre qu'une transaction pour la vente d'un élément d'actif ou de passif survient sur le marché principal ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'élément d'actif ou de passif.

Pour déterminer la juste valeur, la Société se sert de diverses approches de valorisation, dont les approches fondées sur le marché, le revenu et/ou le coût. La Codification établit une hiérarchie entre les données utilisées pour mesurer la juste valeur, en maximisant le recours à des données observables et en minimisant le recours à des données non observables ; elle exige d'avoir recours à des données observables lorsque celles-ci sont disponibles. Les données observables sont des données dont se serviraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en fonction des données de marché obtenues auprès de sources indépendantes de la Société. Les données non observables sont des données qui sont l'expression de ce que la Société suppose que seraient les hypothèses que retiendraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en se fondant sur les meilleures informations disponibles compte tenu des circonstances. La hiérarchie se décompose en trois niveaux selon la fiabilité des données, à savoir :

- Niveau 1 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels la Société a accès. Aucun ajustement de valeur ni remise de blocs de titres ne s'applique aux instruments de niveau 1. Étant donné que les valorisations se fondent sur des prix cotés qui sont librement et régulièrement disponibles sur un marché actif, la valorisation de ces produits ne comporte pas un niveau élevé de discernement.

Les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 1 sont notamment des titres de placement qui se négocient activement et certains autres titres d'organismes étatiques.

- Niveau 2 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs ou pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 2 figurent des titres d'État qui ne se négocient pas activement, des contrats de dérivés et certains prêts aux entreprises et emprunts structurés.

- Niveau 3 — Valorisations fondées sur des données non observables qui sont pertinentes quant à la mesure de la juste valeur dans son ensemble.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 3 figurent certains prêts aux entreprises et des investissements directs de capital.

La disponibilité de données observables peut varier d'un produit à l'autre et se voit affectée par toute une série de facteurs tels que, par exemple, le type de produit et d'autres caractéristiques propres à la transaction. Plus la valorisation est fondée sur

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

des modèles ou des données qui sont moins, voire non observables sur le marché, plus élevé est le niveau de discernement nécessaire pour déterminer la juste valeur. C'est pourquoi le niveau de jugement professionnel qu'exerce la Société pour déterminer la juste valeur est plus élevé pour les instruments du niveau 3. Dans certains cas, les données qui servent à mesurer la juste valeur peuvent correspondre à des niveaux différents de la hiérarchie de juste valeur. Dans ces cas-là, aux fins de la présentation d'information, le niveau de hiérarchie qui correspond à la mesure de la juste valeur dans son intégralité est déterminé en fonction du niveau le plus bas qui est pertinent pour la mesure de la juste valeur dans son intégralité.

La juste valeur de la majorité des instruments financiers de la Société provient de modèles de détermination de prix. Les modèles de détermination de prix tiennent compte des modalités contractuelles (dont l'échéance) ainsi que de nombreuses données comme, le cas échéant, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les écarts de crédit, la solvabilité de la contrepartie, la volatilité des options et les taux de change. Conformément à la FASB ASC 820-10, il est également tenu compte de l'impact des écarts de crédit propres à la Société lors de la mesure de la juste valeur des passifs, y compris les contrats de dérivés. Le cas échéant, il est procédé à des ajustements de valorisation pour tenir compte de divers facteurs tels que les écarts entre cours acheteur et cours vendeur, la qualité du crédit et la liquidité du marché. Ces ajustements sont appliqués de manière uniforme et sont fondés sur des données observables lorsque celles-ci sont disponibles.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

Espèces et valeurs assimilables : La valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

Titres de placement : La juste valeur des titres de placement est fondée sur les cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des actifs identiques, s'ils sont observables. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des actifs identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à la valorisation par approche de revenu en se servant de courbes de rendements, des différentiels de swaps sur défaillance de crédit ou d'obligations et des taux de recouvrement en fonction des valeurs données en garantie en tant que principales données. Les titres de placement sont généralement classés au niveau 1 et au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur.

Investissements sous forme de prêts : La méthodologie qu'utilise la Société pour mesurer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique et pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables est généralement disponible, requiert l'emploi d'estimations et des calculs de valeur actualisée des flux monétaires futurs. La juste valeur des investissements sous forme de prêts est fondée sur les opérations récemment effectuées, les cours du marché, s'ils sont observables, et les niveaux observables de différentiels de swaps sur défaillance de crédit ainsi que sur des modèles exclusifs de valorisation lorsque les opérations et les cours ne sont pas observables. La prévision des flux de trésorerie aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées.

Pour certains des investissements sous forme de prêts effectués par la Société aux entreprises et aux institutions financières, il n'est pas réalisable d'en estimer la juste valeur en raison de la nature et de l'emplacement géographique de l'emprunteur. Les contrats de prêt de la Société sont adaptés aux caractéristiques de risque et aux besoins spécifiques de l'emprunteur. Les clauses contractuelles limitent la capacité de la Société à vendre des éléments d'actif ou à transférer des éléments de passif aux opérateurs du marché. De plus, la Société a traditionnellement le statut de créancier privilégié. Ce statut n'est pas transférable, ce qui limite la capacité de la Société à céder des éléments d'actif ou de passif. En outre, il n'y a que peu, voire pas de transactions ayant des cotes de crédit, des taux d'intérêt et des dates d'échéances similaires. En fonction de son expérience, la direction estime qu'il y a certains pays où aucun opérateur n'est intéressé au marché principal ou plus avantageux de la Société compte tenu du risque pays ainsi que

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

de la taille et du terme de la plupart des éléments d'actif et de passif de la Société. Par conséquent, conformément à l'ASC 820, des informations complémentaires pertinentes sur l'estimation de la juste valeur, telles que la valeur comptable, le taux d'intérêt et l'échéance sont fournies. Des informations complémentaires sur les investissements sous forme de prêts figurent à la note 9.

Investissements sous forme de participations : La Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé de l'Amérique latine et des Caraïbes et investit également dans des LP. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. Les LP sont classées au niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur. Des informations complémentaires sur les LP comptabilisées à leur juste valeur figurent à la note 9.

Contrats sur produits dérivés : Ceux-ci comprennent les swaps et les contrats d'option relatifs aux taux d'intérêt. Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus grâce aux taux d'actualisation correspondants. Les modèles de détermination de prix utilisés ne comportent pas de subjectivité importante car les méthodologies employées ne requièrent pas un niveau significatif de discernement et les données de détermination de prix sont observées sur des marchés cotés actifs comme c'est le cas pour les contrats génériques d'option et les swaps de taux d'intérêt. Tous les produits dérivés valorisés par la Société en fonction de modèles de détermination de prix tombent dans cette catégorie et sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur estimée des instruments dérivés figure à la note 9.

Emprunts et dette à long terme : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus grâce aux taux d'actualisation correspondants. La juste valeur estimée des emprunts et dette à long terme figure à la note 9.

Impôts — La Société, ses revenus, ses biens et autres actifs, ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise au titre de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, tel qu'amendé, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane.

Nouvelles dispositions de comptabilisation et de reporting financier — En décembre 2011, le FASB a publié une mise à jour des normes comptables (ASU) 2011-11 intitulée *Bilan : informations concernant la compensation entre actifs et passifs*. Cette mise à jour exige que les entités donnent des informations tant brutes que nettes concernant les instruments et les transactions admissibles à compensation au bilan et sous réserve d'un contrat similaire à un accord de compensation globale. Sont compris dans son champ d'application les instruments dérivés, les accords de vente et de rachat, les accords de prise en pension, les accords d'emprunt de titres et de prêt de titres. Cette mise à jour entre en vigueur pour les exercices commençant le 1er janvier 2013 ou postérieurement à cette date (31 décembre 2013 pour la Société). Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En mai 2011, le FASB a publié l'ASU 2011-04 intitulée *Mesure de la juste valeur*, liée au Sujet 820. Les modifications apportées à cette mise à jour ont pour objectif de développer des exigences communes de mesure et d'informations concernant la juste valeur dans les GAAP et les IFRS. Les principales modifications apportées à cette mise à jour sont (1) de clarifier l'application des exigences existantes de mesure et d'informations concernant la juste valeur et (2) de modifier un principe ou exigence particulier pour la mesure de la juste valeur ou les informations concernant la mesure de la juste valeur afin d'en améliorer la compréhension. La Société a adopté cette mise à jour à compter du 31 décembre 2012. Cette mise à jour n'a pas eu une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En février 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-10 intitulée *Consolidation (Sujet 810) Modifications pour certains fonds de placement*, qui essentiellement reporte la date d'entrée en vigueur de la SFAS 167 pour les entreprises qui détiennent des

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

investissements dans des entités qui sont des sociétés de placement (comme ce terme est défini dans l'ASC Sujet 946 Services financiers — Sociétés de placement). La Société a en conséquence reporté l'adoption de la SFAS 167 en ce qui concerne l'évaluation de ses placements dans des fonds d'investissements avec structure de société limitée. Ce Sujet ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le FASB a publié et/ou approuvé des mises à jour aux normes comptables. La Société a analysé et incorporé ces nouvelles directives comme il convient, sans aucune incidence significative sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

3. Titres de placement

Le revenu net généré par les titres de placement figure ci-après par source :

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2012	2011
Variation nette des plus ou moins-values latentes	\$ 3 693	\$ (268)
Plus-values nettes réalisées	3 192	2 891
Intérêts créditeurs	2 224	3 457
	\$ 9 109	\$ 6 080

L'activité boursière sur les titres est ventilée comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Titres d'entreprises	\$ 403 974	\$ 293 365
Titres d'État	66 497	24 319
Titres d'organismes étatiques	64 968	34 979
	\$ 535 439	\$ 352 663

La composition des titres disponibles à la vente se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Titres d'entreprises	\$ 149 571	\$ 30 442
	\$ 149 571	\$ 30 442

Aux 31 décembre 2012 et 2011, le coût amorti des titres disponibles à la vente se montait respectivement à 148 436 et 30 000 dollars.

Aux 31 décembre 2012, la Société a vendu à la valeur nominale un titre disponible à la vente (aucun n'a été vendu au 31 décembre 2011). La Société n'a aucune moins-value latente en ce qui concerne les titres disponibles à la vente aux 31 décembre 2012 et 2011.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La structure des échéances des titres disponibles à la vente est la suivante :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Inférieure ou égale à un an	\$ 15 126	\$ —
Supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	134 445	30 442
	\$ 149 571	\$ 30 442

Le coût amorti des placements détenus jusqu'à échéance est le suivant :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Titres d'entreprises	\$ 40 335	\$ 46 551
	\$ 40 335	\$ 46 551

Aux 31 décembre 2012 et 2011, au poste Titres d'entreprises figure un titre détenu jusqu'à échéance d'un montant de respectivement 40 335 et 40 551 dollars qui correspond à un actif de développement, dont les caractéristiques sont similaires à celles d'autres titres de placement détenus jusqu'à leur échéance.

La juste valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance est la suivante :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2012		
	Coût amorti	Plus-value latente	Juste valeur
Titres d'entreprises	\$ 40 335	\$ 2 415	\$ 42 750
	\$ 40 335	\$ 2 415	\$ 42 750

La structure des échéances des placements détenus jusqu'à leur échéance se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ —	\$ 6 000
Échéance supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	40 335	40 551
	\$ 40 335	\$ 46 551

Au 31 décembre 2012, aucun investissement inclus dans le portefeuille détenu jusqu'à échéance n'avait de moins-value latente (aucune moins-value latente au 31 décembre 2011).

4. Prêts et prises de participation

La Société surveille la concentration géographique du risque crédit de son encours de prêts et de participations. Au 31 décembre 2012, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient le Brésil, le Pérou et le Chili (le Brésil, le Pérou et le Chili au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2012, l'encours des prêts et participations en devises se montait à 85 509 dollars (les prêts et participations en devises se montaient à 84 943 dollars au 31 décembre 2011). L'un des risques les plus importants de la Société est le risque qualifié de régional, qui consiste principalement en prêts multipays.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre					
	2012			2011		
	Prêts	Participations	Total	Prêts	Participations	Total
Brésil	\$ 154 499	\$ —	\$ 154 499	\$ 168 776	\$ —	\$ 168 776
Pérou	134 764	—	134 764	123 568	—	123 568
Chili	103 794	2 815	106 609	115 002	2 581	117 583
Panama	99 552	4 000	103 552	58 759	4 000	62 759
Costa Rica	95 711	—	95 711	52 479	—	52 479
Colombie	84 626	1 277	85 903	109 144	767	109 911
Mexique	81 509	3 077	84 586	65 324	4 116	69 440
Argentine	74 222	365	74 587	73 254	404	73 658
Nicaragua	48 641	—	48 641	22 627	—	22 627
Régional	29 352	13 967	43 319	34 960	15 581	50 541
Équateur	41 763	—	41 763	43 562	—	43 562
Paraguay	31 489	—	31 489	29 333	—	29 333
El Salvador	18 833	—	18 833	27 689	—	27 689
Jamaïque	17 382	—	17 382	12 084	—	12 084
État plurinational de Bolivie	11 947	—	11 947	12 553	—	12 553
Uruguay	11 802	—	11 802	5 104	—	5 104
Guatemala	11 014	—	11 014	16 025	—	16 025
République dominicaine	4 100	1 136	5 236	4 500	—	4 500
Haïti	5 194	—	5 194	9 510	—	9 510
Suriname	885	—	885	1 647	—	1 647
Guyana	600	—	600	1 000	—	1 000
Belize	—	—	—	6 000	—	6 000
	\$ 1 061 679	\$ 26 637	\$ 1 088 316	\$ 992 900	\$ 27 449	\$ 1 020 349
Services financiers	\$ 709 159	\$ 9 187	\$ 718 346	\$ 698 018	\$ 8 850	\$ 706 868
Énergie	66 432	—	66 432	—	—	—
Produits agricoles	42 578	—	42 578	66 629	—	66 629
Transports et logistique	40 433	—	40 433	8 435	—	8 435
Engrais et services agricoles	34 368	—	34 368	—	—	—
Distribution et vente au détail	34 158	—	34 158	—	—	—
Aliments et boissons	23 934	—	23 934	18 753	—	18 753
Produits manufacturés généraux	22 167	—	22 167	38 850	—	38 850
Fonds d'investissement	1 158	16 314	17 472	1 158	18 599	19 757
Aquaculture et pêche	16 008	—	16 008	14 229	—	14 229
Bétail et aviculture	15 967	—	15 967	15 940	—	15 940
Hôtellerie et tourisme	9 616	—	9 616	2 081	—	2 081
Pétrole, gaz et exploitation minière	9 268	—	9 268	12 397	—	12 397
Information, communications et technologie	6 000	1 136	7 136	6 000	—	6 000
Services publics	5 652	—	5 652	73 413	—	73 413
Conteneurs et conditionnement	5 040	—	5 040	—	—	—
Éducation	4 694	—	4 694	6 880	—	6 880
Bois, pâte et papier	4 019	—	4 019	11 614	—	11 614
Textiles, habillement et cuirs	4 009	—	4 009	315	—	315
Construction, matériaux et aménagements	3 570	—	3 570	—	—	—
Services	3 085	—	3 085	59	—	59
Services de santé et fournitures médicales	364	—	364	4	—	4
Autres	—	—	—	18 125	—	18 125
	\$ 1 061 679	\$ 26 637	\$ 1 088 316	\$ 992 900	\$ 27 449	\$ 1 020 349

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le portefeuille de la Société est segmenté entre institutions financières et entreprises. Tous les investissements sont évalués individuellement aux fins de surveillance et d'évaluation des performances de crédit et du risque.

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2012 :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2012		
	Institutions financières	Entreprises	Total
Prêts	\$ 709 159	\$ 352 520	\$ 1 061 679
Participations	26 637	—	26 637
Titres émis par des résidents dans les pays membres régionaux en développement	40 335	—	40 335
Garanties	—	6 171	6 171
Exposition aux actifs liés au développement (DRE)	\$ 776 131	\$ 358 691	\$ 1 134 822

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2011:

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2011		
	Institutions financières	Entreprises	Total
Prêts	\$ 698 019	\$ 294 881	\$ 992 900
Participations	27 449	—	27 449
Titres émis par des résidents dans les pays membres régionaux en développement	40 551	—	40 551
Garanties	—	5 617	5 617
Exposition aux actifs liés au développement (DRE)	\$ 766 019	\$ 300 498	\$ 1 066 517

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais non décaissés (déduction faite des annulations) sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Prêts	\$ 112 808	\$ 83 701
Participations	10 393	11 663
	\$ 123 201	\$ 95 364

Les prêts de la Société portent intérêt à taux fixe et variable. L'encours en principal du portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 287 936 dollars au 31 décembre 2012 (317 817 dollars au 31 décembre 2011).

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Analyse d'ancienneté, sur la base des termes contractuels, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2012 :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2012					
	1 à 90 jours d'arriérés	Plus de 90 jours d'arriérés, intérêts comptabilisés	Plus de 90 jours d'arriérés, intérêts non comptabilisés	Total des arriérés	Prêts courants	Portefeuille de prêts
Institutions financières	\$ —	\$ —	\$ 7 091	\$ 7 091	\$ 702 068	\$ 709 159
Entreprises	151	—	—	151	352 369	352 520
Total des prêts avec arriérés de paiement	\$ 151	\$ —	\$ 7 091	\$ 7 242	\$ 1 054 437	\$ 1 061 679
En % du portefeuille de prêts	0,01 %	0,00 %	0,67 %	0,68 %	99,32 %	100,00 %
Provision pour pertes sur prêts	47 414					
Couverture				654,68 %		4,47 %

Analyse d'ancienneté, sur la base des termes contractuels, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2011 :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre 2011					
	1 à 90 jours d'arriérés	Plus de 90 jours d'arriérés, intérêts comptabilisés	Plus de 90 jours d'arriérés, intérêts non comptabilisés	Total des arriérés	Prêts courants	Portefeuille de prêts
Institutions financières	\$ —	\$ —	\$ 9 057	\$ 9 057	\$ 688 962	\$ 698 019
Entreprises	—	6 000	836	6 836	288 045	294 881
Total des prêts avec arriérés de paiement	\$ —	\$ 6 000	\$ 9 893	\$ 15 893	\$ 977 007	\$ 992 900
En % du portefeuille de prêts	0,00 %	0,60 %	1,00 %	1,60 %	98,40 %	100,00 %
Provision pour pertes sur prêts	44 966					
Couverture				282,93 %		4,53 %

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2012 à 22 268 dollars (22 155 dollars au 31 décembre 2011). Les intérêts perçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 se sont montés à 447 dollars (611 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2011). Le revenu en intérêts sur les prêts à intérêts non comptabilisés a atteint un total de 650 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 (242 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011).

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'investissement enregistré en prêts à intérêts non comptabilisés au coût après amortissement par type d'investissement est récapitulé ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Entreprises	\$ 12 830	\$ 10 867
Institutions financières	9 438	11 288
Total des prêts à intérêts non comptabilisés	\$ 22 268	\$ 22 155
Portefeuille de prêts	\$ 1 061 679	\$ 992 900
Prêts à intérêts non comptabilisés/Portefeuille de prêts	2,10 %	2,23 %
Provision pour pertes sur prêts	\$ 47 414	\$ 44 966
Couverture des prêts à intérêts non comptabilisés	212,92 %	202,96 %

La structure des échéances des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2012		2011	
	Encours en principal	Rendement moyen	Encours en principal	Rendement moyen
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ 317 022	3,63 %	\$ 282 152	4,73 %
Échéance supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	647 739	4,62 %	666 222	4,25 %
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure ou égale à onze ans	96 918	5,71 %	44 526	5,73 %
	\$ 1 061 679		\$ 992 900	

L'investissement de la Société dans des prêts douteux se montait à 10 557 dollars au 31 décembre 2012 (9 893 dollars au 31 décembre 2011). Le montant moyen des prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 était de 10 741 dollars (17 933 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2011). Le montant total des provisions relatives aux prêts douteux aux 31 décembre 2012 et 2011 était respectivement de 5 308 et 5 550 dollars. La direction est d'avis que rien au 31 décembre 2012 n'indiquait qu'il y ait une restructuration de dette en difficulté dans le portefeuille de prêts (aucune au 31 décembre 2011).

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts par type d'investissement sont récapitulées ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	2012			2011		
	Institutions financières	Entreprises	Total	Institutions financières	Entreprises	Total
Solde au 1er janvier	\$ 22 302	\$ 22 664	\$ 44 966	\$ 26 595	\$ 29 941	\$ 56 536
Passation en charges, valeur nette	—	(74)	(74)	(2 309)	(7 421)	(9 730)
Recouvrements	244	2 090	2 334	768	2 035	2 803
Récupération des provisions pour pertes	(280)	468	188	(2 752)	(1 891)	(4 643)
Solde au 31 décembre	\$ 22 266	\$ 25 148	\$ 47 414	\$ 22 302	\$ 22 664	\$ 44 966

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société se sert d'un système de notation pour classer les prêts en fonction de leur solvabilité et de leur risque. Chaque prêt est placé dans l'une des catégories suivantes : A, B, qualité inférieure, douteux ou perte. La description de chaque catégorie (indicateur de qualité de crédit) figure ci-après :

Indicateur	Description
A	Cette catégorie comprend les entreprises qui ont la capacité de faire face à leurs engagements et dont la situation financière n'est pas affectée par des variables internes et/ou externes susceptibles de nuire à cette capacité. Les projets classés dans la catégorie A sont assortis d'une provision générale comprise entre 0,40 et 6,55 % en fonction des résultats de l'analyse spécifique de leurs variables de risque.
B	L'entreprise est en mesure de faire face à ses engagements mais est confrontée à des conditions internes et/ou externes défavorables susceptibles de nuire à sa capacité financière si ces conditions se poursuivent. Les projets classés dans la catégorie B sont assortis d'une provision générale de 9,90 %.
Qualité inférieure	La situation financière et la capacité de paiement actuelles de l'entreprise ne sont pas suffisantes pour lui permettre de faire entièrement face à ses engagements. Les flux de trésorerie de l'entreprise continuent de montrer des signes de détérioration. L'entreprise laisse apparaître des lacunes persistantes et bien définies qui, si elles devaient continuer, déboucheraient sur une incapacité de remboursement total de l'engagement à la SII. L'entreprise est en défaut de paiement ou présente un risque accru de défaut de paiement si les faiblesses ne sont pas corrigées. D'importantes modifications de la structure financière ou opérationnelle sont nécessaires pour restaurer la solvabilité de l'entreprise. Les projets classés dans la catégorie qualité inférieure sont assortis d'une provision générale de 22,00 %.
Douteux	Cette catégorie correspond aux entreprises qui ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette et dont le recouvrement est improbable par le biais de paiements en fonction de la performance financière de l'entreprise, de paiements effectués par les promoteurs ou par l'exécution des garanties. La solvabilité de l'entreprise est diminuée, avec une probabilité accrue de pertes. Une restructuration majeure de l'investissement et/ou de l'activité est nécessaire et un certain nombre de mesures spécifiques (liquidation, recapitalisation, etc.) peuvent devoir être prises. Pour les projets classés dans la catégorie Douteux, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à la norme SFAS 114 <i>Traitement comptable des crédits dépréciés</i> , pour déterminer la provision nécessaire.
Perte	Tout ou partie du prêt de la SII est considéré comme irrécouvrable. Il est probable que le projet est en faillite et qu'il a cessé ses activités. La valeur de liquidation de la garantie ou du recours contre les garants est insuffisante pour que la SII puisse récupérer intégralement son investissement. Pour les projets classés dans la catégorie Perte, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à la norme SFAS 114 pour déterminer la provision nécessaire.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement par indicateur de qualité du crédit et par type d'investissement au 31 décembre 2012 :

Catégorie	31 décembre 2012		
	Institutions financières	Entreprises	Total
A	\$ 673 146	\$ 298 213	\$ 971 359
B	28 922	38 822	67 744
Qualité inférieure	—	12 019	12 019
Douteux	7 091	3 466	10 557
Perte	—	—	—
Total	\$ 709 159	\$ 352 520	\$ 1 061 679

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement par indicateur de qualité du crédit et par type d'investissement au 31 décembre 2011 :

Catégorie	31 décembre 2011		
	Institutions financières	Entreprises	Total
A	\$ 657 972	\$ 234 023	\$ 891 995
B	28 871	38 531	67 402
Qualité inférieure	2 118	21 492	23 610
Douteux	9 058	3	9 061
Perte	—	832	832
Total	\$ 698 019	\$ 294 881	\$ 992 900

Au 31 décembre 2012, la Société a six prises de participation directes (cinq au 31 décembre 2011) d'une valeur comptable de 8 930 dollars (7 832 dollars au 31 décembre 2011). La Société a douze investissements en tout dans des LP au 31 décembre 2012 (quatorze au 31 décembre 2011) dont un sur une base de coût de 3 033 dollars (un à 3 033 dollars au 31 décembre 2011) et onze à la juste valeur de 14 673 dollars (treize à la juste valeur de 16 583 dollars au 31 décembre 2011). Les prises de participation directes sont comptabilisées au coût et les réductions de valeur autres que temporaires de la Société sur les prises de participation directe étaient au 31 décembre 2012 de 0 dollars (2 363 dollars du 31 décembre 2011). La provision pour réduction de valeur était en 2011 entièrement liée au crédit et comptabilisée dans le compte de résultat.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. Montants à recevoir et autres éléments d'actif

Les montants à recevoir et autres éléments d'actif sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Autres éléments d'actif à court terme :		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 8 033	\$ 8 792
Intérêts à recevoir sur titres de placement	672	827
Autres montants à recevoir	6 321	5 319
	15 026	14 938
Autres éléments d'actif à long terme	4 802	3 633
Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif	\$ 19 828	\$ 18 571

6. Montants à payer et autres éléments de passif

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2012	2011
Passif net des prestations du Régime de retraite	\$ 33 629	\$ 23 613
Passif net du RPPR	10 896	6 841
Produit comptabilisé d'avance	5 478	3 647
Avantages sociaux à payer	5 195	4 308
Montants à payer aux autres entités du Groupe BID	3 019	2 407
Montants à payer et autres éléments de passif	5 752	3 150
Total des montants à payer et autres éléments de passif	\$ 63 969	\$ 43 966

Aux 31 décembre 2012 et 2011, les passifs nets du Régime de retraite et du RPPR montrent l'état de sous-capitalisation des régimes. Se reporter à la note 16.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Emprunts et dette à long terme

L'encours des emprunts et de la dette à long terme, par monnaie, est comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2012		2011	
	Encours	Coût moyen pondéré	Encours	Coût moyen pondéré
Emprunts et dette à long terme (par monnaie)				
Dollar des États-Unis	\$ 820 000	1,22 %	\$ 550 000	0,99 %
Peso mexicain	123 402	4,93 %	57 358	4,87 %
Real brésilien	22 027	10,56 %	39 998	10,64 %
Euro	2 296	2,10 %	2 660	2,28 %
Nuevo sol péruvien	1 308	7,11 %	7 297	6,35 %
Peso argentin	325	9,15 %	1 077	9,15 %
	\$ 969 358		\$ 658 390	
Ajustements à la juste valeur*	—		114	
Emprunts à court terme	(21 498)		(140 823)	
Emprunts à long terme	\$ 947 860		\$ 517 681	

*Le contrat sur instrument dérivé de la Société devant arriver à échéance le 22 mars 2015 a été remboursé le 28 juin 2012.

La Société a une ligne de crédit renouvelable disponible auprès de la BID pour un montant de 300 000 dollars. En août 2008, la Société a emprunté 100 000 dollars dans le cadre de cette ligne de crédit. Les emprunts faits dans le cadre de la ligne de crédit de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit jusqu'en novembre 2015. En outre, au 31 décembre 2012, la Société dispose d'une ligne de crédit stand-by auprès d'une institution AA- d'un montant de 100 000 dollars. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit stand-by jusqu'en juillet 2013. D'autres facilités de crédit disponibles se montent à 264 751 dollars au 31 décembre 2012.

L'encours des emprunts de la Société au 31 décembre 2012 consiste en émissions d'obligations et en billets à terme.

Le 16 novembre 2012, la Société a émis sur les marchés financiers des billets libellés en dollars des États-Unis au LIBOR à 3 mois plus 0,35 % dans le cadre d'un programme international de billets à moyen terme (Programme Euro Medium-Term Note) pour un montant de 350 000 dollars arrivant à échéance en 2015. Les intérêts sur les billets sont payables chaque trimestre et à échéance. L'offre d'obligation est la première que réalise la Société sur les marchés financiers mondiaux et vise à diversifier ses sources de financement.

Le 13 mai 2011, la Société a émis des obligations en devises au taux interbancaire de référence (TIIE) plus 0,05 % pour un montant de 800 millions de pesos mexicains avant frais de souscription et autres frais d'émission, arrivant à échéance en 2014. Le 27 avril 2012, la Société a émis des obligations en devises au taux interbancaire de référence (TIIE) plus 0,22 % pour un montant de 800 millions de pesos mexicains avant frais de souscription et autres frais d'émission, arrivant à échéance en 2015. Le produit de ces opérations a servi à offrir du financement pour réinvestissement sur les marchés locaux. Les intérêts sur les obligations sont payables chaque mois et à échéance. Les obligations sont négociables sur la place boursière mexicaine. Les obligations représentent des engagements non garantis de la Société ayant un rang égal, pour ce qui est du paiement, à toutes les dettes existantes et futures, y compris les créances d'autres créanciers généraux. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La structure des échéances de l'encours des emprunts figure ci-après :

En milliers de dollars des États-Unis	2013	2014	2015	2016	Jusqu'en 2025
Emprunts	\$ 21 498	\$ 60 134	\$ 170 000	\$ 92 028	\$ 152 296
Obligation	—	61 701	411 701	—	—
	\$ 21 498	\$ 121 835	\$ 581 701	\$ 92 028	\$ 152 296

Au 31 décembre 2012, les frais liés aux emprunts et à la dette à long terme se composent d'une charge d'intérêts de 15 900 dollars (12 781 dollars au 31 décembre 2011).

8. Capital social

Le capital autorisé de la Société a été porté à 705,9 millions de dollars par le biais d'une augmentation du capital de 500 millions de dollars et d'une autre de 2,2 millions de dollars, approuvées par résolution respectivement en 1999 et en 2008. En vertu de ces deux résolutions, un total de 502,2 millions de dollars a été affecté aux souscriptions des pays membres au cours des périodes de souscription. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale de 10 000 dollars.

En mai 2012, 1 581 actions émises dans le contexte de l'augmentation de capital de 1999 ont été réintégrées dans la trésorerie de la Société en tant qu'actions non souscrites. Sur ces actions, 230 ont déjà été affectées à l'achat par la Chine, la Corée et le Canada et les 1 351 restantes seront réparties entre les actionnaires de la SII selon un mécanisme adopté en 2008 par le Conseil d'administration. Il est prévu que toutes les actions autorisées dans le cadre des augmentations de capital soient souscrites et entièrement libérées. Le 27 août 2012 et le 9 octobre 2012 respectivement, la Chine et la Corée ont chacune souscrit 40 actions du capital de la SII qui leur étaient affectées et dont les dates limites de paiement sont le 25 novembre 2012 et le 7 janvier 2013.

En vertu de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, tout pays membre peut se retirer de la Société en notifiant par écrit sa décision au siège de celle-ci. Le retrait devient définitif à la date spécifiée dans la lettre de notification mais en aucun cas avant six mois à compter de la date de réception de la lettre par la Société. Même après avoir notifié son retrait, le pays membre n'est pas délié de toutes ses responsabilités envers la Société en ce qui concerne les obligations auxquelles il était astreint à la date de la remise de la lettre de retrait.

Si un membre se retire de la Société, la Société et le membre peuvent s'entendre sur le retrait de participation et le rachat des actions détenues par ce membre à des conditions qu'ils jugeront appropriées aux circonstances. Si un tel accord n'est pas réalisé dans les trois mois qui suivent l'annonce par le membre de son désir de se retirer, ou dans un délai convenu par les deux parties, le prix de rachat des actions du membre sera égal à la valeur apparaissant dans les livres de la Société au jour où ce pays cesse d'être membre de la Société, cette valeur étant déterminée par les états financiers vérifiés de la Société. Le paiement des actions se fera contre la remise des certificats correspondants, par tranches, aux échéances et dans les monnaies disponibles que déterminera la Société compte tenu de sa situation financière.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous donne le montant du capital souscrit par pays et des souscriptions à recevoir de la part des membres :

	31 décembre		
	Total Capital par actions souscrit		Souscriptions à recevoir des membres
	Actions	Montant	
		En milliers de dollars des États-Unis	
Allemagne	1 334	\$ 13 340	\$ —
Argentine	7 767	77 670	—
Autriche	345	3 450	—
Bahamas	144	1 440	—
Barbade	101	1 010	—
Belgique	169	1 690	—
Belize	101	1 010	—
Brésil	7 767	77 670	—
Chili	2 003	20 030	—
Colombie	2 003	20 030	—
Costa Rica	204	2 040	—
Danemark	1 071	10 710	—
El Salvador	314	3 140	—
Équateur	420	4 200	—
Espagne	2 393	23 930	—
État plurinational de Bolivie	624	6 240	—
États-Unis	16 019	160 190	—
Finlande	393	3 930	—
France	2 162	21 620	—
Guatemala	420	4 200	—
Guyana	120	1 200	—
Haïti	314	3 140	—
Honduras	314	3 140	—
Israël	173	1 730	—
Italie	2 162	21 620	—
Jamaïque	420	4 200	—
Japon	2 393	23 930	—
Mexique	5 000	50 000	—
Nicaragua	314	3 140	—
Norvège	393	3 930	—
Panama	314	3 140	—
Paraguay	314	3 140	—
Pays-Bas	1 071	10 710	—
Pérou	2 003	20 030	—
Portugal	182	1 820	—
République bolivarienne du Venezuela	4 311	43 110	—
République de Corée	150	1 500	400
République dominicaine	420	4 200	—
République populaire de Chine	150	1 500	—
Suède	393	3 930	—
Suisse	1 071	10 710	—
Suriname	101	1 010	—
Trinité-et-Tobago	314	3 140	—
Uruguay	828	8 280	—
Total 2012	68 979	\$ 689 790	\$ 400
Total 2011	70 480	\$ 704 800	\$ 20 471

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9. Mesure et variation de la juste valeur

Les actifs et les passifs de la Société comptabilisés à leur juste valeur sont classés selon une hiérarchie de juste valeur conformément aux dispositions de la FASB ASC 820-10-50-2. Voir la note 2 qui explique la politique de la Société concernant cette hiérarchie.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2012 :

En milliers de dollars des États-Unis	Solde au 31 décembre 2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres facteurs observables importants (niveau 2)	Facteurs non observables importants (niveau 3)
ACTIF				
Titres d'entreprises	\$ 553 545	\$ 22 594	\$ 530 951	\$ —
Titres d'État	66 498	—	66 498	—
Titres d'organismes étatiques	64 967	64 967	—	—
LP*	14 673	—	—	14 673

*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2011 :

En milliers de dollars des États-Unis	Solde au 31 décembre 2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres facteurs observables importants (niveau 2)	Facteurs non observables importants (niveau 3)
ACTIF				
Titres d'entreprises	\$ 323 807	\$ 323 807	\$ —	\$ —
Titres d'organismes étatiques	34 979	34 979	—	—
Titres d'État	24 319	—	24 319	—
LP*	16 583	—	—	16 583
Contrats sur produits dérivés	616	—	616	—
PASSIF				
Emprunts	(50 114)	—	(50 114)	—

*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur conformément au choix de l'option juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

En milliers de dollars des États-Unis	Autres plus et moins-values	Charge d'intérêts sur les emprunts	Total de la variation de la juste valeur comprise dans le revenu de l'exercice
ACTIF			
Titres d'entreprises	\$ 4 482	\$ —	\$ 4 482
Titres d'État	2 687	—	2 687
Titres d'organismes étatiques	193	—	193
LP*	34	—	34

*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur conformément au choix de l'option juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 :

En milliers de dollars des États-Unis	Autres plus et moins-values	Charge d'intérêts sur les emprunts	Total de la variation de la juste valeur comprise dans le revenu de l'exercice
ACTIF			
Titres d'entreprises	\$ 1 761	\$ —	\$ 1 761
Titres d'État	909	—	909
Titres d'organismes étatiques	206	—	206
Contrats sur produits dérivés	423	—	423
LP*	(2 783)	—	(2 783)
PASSIF			
Emprunts	(213)	(497)	(710)

*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La variation des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur de manière récurrente pour les exercices clos aux 31 décembre 2012 et 2011 se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	Mesure de la juste valeur des LP en se servant de facteurs non observables importants (niveau 3)
Au 1er janvier 2011	\$ 19 865
Variation de l'actif net due aux moins-values nettes	(2 783)
Distributions reçues	(944)
Investissements supplémentaires	445
Au 31 décembre 2011	\$ 16 583
Au 1er janvier 2012	\$ 16 583
Variation de l'actif net due aux plus-values nettes	34
Distributions reçues	(3 528)
Investissements supplémentaires	1 584
Au 31 décembre 2012	\$ 14 673

Certains instruments financiers de la Société ne sont pas mesurés à leur juste valeur de manière récurrente mais ils sont toutefois comptabilisés à un montant proche de leur juste valeur du fait qu'ils sont liquides ou à court terme. Au nombre de ces actifs et passifs financiers figurent : Espèces et valeurs assimilables, Montants à recevoir — clients, Montants à recevoir — autres et Montants à payer — autres.

Les titres d'investissement qui sont mesurés à la juste valeur sur la base des cours cotés sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche de marché, comprennent les obligations d'État hors États-Unis. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

Les effets commerciaux (EC) et les certificats de dépôt (CD) qui ne se négocient pas activement, sont émis sur une base personnalisée dans le cadre de vastes programmes EC ou CD aux États-Unis. Ces titres sont évalués selon des modèles de détermination de prix car leur prix n'est pas disponible auprès des fournisseurs du marché et ils sont par conséquent classés au niveau 2.

Les prêts de la Société sont généralement comptabilisés au montant en principal de l'encours. Aux fins des informations à fournir, la Société utilise une date de mesure du 31 décembre pour déterminer la juste valeur de son portefeuille de prêts. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts, plus les intérêts courus, était de 446 984 dollars (470 273 dollars au 31 décembre 2011) et leur juste valeur estimée se montait à 444 972 dollars (468 579 dollars au 31 décembre 2011) pour les prêts dont il est possible de déterminer la juste valeur. La direction pense que l'on ne pouvait de façon pratique déterminer la juste valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprenait des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises exerçant leurs activités dans les pays membres régionaux de la Société. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts, exclusion faite des intérêts courus, était de 618 945 dollars (526 020 dollars au 31 décembre 2011) assortis de taux d'intérêt allant de 1,09 % à 12,30 % (0,96 % à 12,30 % au 31 décembre 2011) et d'échéances allant de moins d'un an à 13 ans (moins d'un an à 13 ans au 31 décembre 2011). Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects relatifs au développement des investissements).

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les emprunts et la dette à long terme de la Société sont comptabilisés à leur montant d'origine à moins que n'ait été choisie la juste valeur comme l'autorise la sous-section de la FASB ASC 825-10, Option de la juste valeur. La juste valeur des emprunts et de la dette à long terme de la Société a été calculée en fonction soit des prix cotés sur le marché soit des analyses de valeur actualisée des flux de trésorerie sur la base des taux actuels d'emprunt de la Société pour des emprunts et de la dette à long terme similaires. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme de la Société, plus les intérêts courus, était d'environ 1 980 dollars en deçà de la juste valeur (5 292 dollars en sus de la juste valeur au 31 décembre 2011).

La valeur comptable des investissements sous forme de participations, comptabilisés à leur coût, se montait à 11 963 dollars au 31 décembre 2012 (10 866 dollars au 31 décembre 2011). Pour certains de ces investissements, des LP d'une valeur comptable totale de 3 033 dollars au 31 décembre 2012 (3 033 dollars au 31 décembre 2011), la juste valeur estimée se montait à 3 482 dollars au 31 décembre 2012 (2 649 dollars au 31 décembre 2011).

La valeur comptable des participations comptabilisées à la juste valeur se montait à 14 673 dollars au 31 décembre 2012 (16 583 dollars au 31 décembre 2011). Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 inclus dans la rubrique Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des moins-values latentes nettes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 13 dollars (2 777 dollars de moins-values latentes nettes au 31 décembre 2011).

La juste valeur des investissements effectués dans des LP est déterminée en ayant recours à la valeur estimée de l'actif net de la LP. Pour ce type d'investissement, la valeur de l'actif net est considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. De manière générale, les LP ont une durée de vie limitée et la Société n'entend pas vendre ni demander le rachat de ses investissements dans les LP. Le produit est distribué à la Société à mesure que les LP vendent l'investissement sous-jacent. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net.

10. Instruments dérivés

L'emplacement dans le bilan et la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture selon la Codification sont comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2012		2011	
	Emplacement dans le bilan	Juste valeur	Emplacement dans le bilan	Juste valeur
Contrats de taux d'intérêt	Autres éléments d'actif	\$ —	Autres éléments d'actif	\$ 616

L'incidence des instruments dérivés sur le compte de résultat est comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre			
	2012		2011	
	Emplacement de la plus ou moins-value constatée au compte de résultat	Montant de la moins-value constatée au compte de résultat	Emplacement de la plus ou moins-value constatée au compte de résultat	Montant de la moins-value constatée au compte de résultat
Contrats de taux d'intérêt	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ —	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ (81)

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Se reporter à la Note 2 où figurent des informations supplémentaires sur la raison pour laquelle la Société conclut ces transactions sur produits dérivés non désignés comme instruments de couverture ainsi que ses stratégies globales de gestion des risques.

11. Garanties

Au 31 décembre 2012, aucun avis de défaut de paiement n'avait été reçu depuis le début du programme de garanties et aucune perte n'a été comptabilisée sur ce programme. Les garanties conclues par la Société ont de manière générale des échéances compatibles avec celles du portefeuille de prêts. Le montant potentiel maximum des paiements futurs, qui représente les montants notionnels qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement par les parties garanties sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, se montait à 6 171 dollars au 31 décembre 2012 (5 617 dollars au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2012, l'encours total des garanties était en monnaies autres que le dollar des États-Unis. Il n'y avait aucune provision pour pertes sur ces garanties dans le compte de résultat au 31 décembre 2012 (aucune au 31 décembre 2011). La juste valeur estimée du passif au titre de la garantie est de minimis.

12. Éventualités

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime improbable que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice ait un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

13. Événements ultérieurs

La Société suit les événements notables survenant après la date du bilan et avant la publication des états financiers pour déterminer, le cas échéant, l'impact des événements sur les états financiers devant être publiés. Tous les événements ultérieurs dont la Société a connaissance ont été évalués jusqu'au 17 mars 2013, date d'approbation par l'Assemblée des gouverneurs. La direction a déterminé qu'aucun événement ultérieur ne requiert divulgation en application de la FASB ASC Sujet 855, *Événements ultérieurs*.

14. Accords de prêt

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières en ce qui concerne certains de ses accords de prêt, accords qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des sous-participants. Les accords sont structurés de manière à ce que les sous-participants financent leur part respective de chaque prêt et qu'il n'y ait aucun recours contre la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a appelé et décaissé 324 208 dollars de fonds des sous-participants (547 813 dollars au 31 décembre 2011). Les engagements non décaissés des sous-participants s'élevaient à 2 519 dollars au 31 décembre 2012 (544 000 dollars au 31 décembre 2011).

15. Opérations entre personnes morales apparentées

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2020.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2012	2011
Locaux à usage de bureaux (siège et autres)	\$ 2 456	\$ 2 395
Services administratifs	930	735
Autres prestations de service de la BID	138	150
	\$ 3 524	\$ 3 280

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	2013	2014	2015-2020
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 2 387	\$ 2 063	\$ 13 745
	\$ 2 387	\$ 2 063	\$ 13 745

Les montants à payer à la BID étaient de 3 019 dollars au 31 décembre 2012 (2 407 dollars au 31 décembre 2011).

Aux 31 décembre 2012 et 2011 respectivement, la Société avait emprunté 100 000 dollars de la facilité de crédit de la BID. Se reporter à la note 7.

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe BID. La Société a été intégralement payée des honoraires exigibles au 31 décembre 2012 au titre de ces accords, soit un montant total de 100 dollars (100 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2011).

16. Régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un régime de retraite à prestations déterminées (ci-après le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les salariés locaux et internationaux. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les salariés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le Régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes de retraite distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères d'admissibilité a droit à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (« RPPR »). Les retraités versent une cotisation pour le programme de soins de santé sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et actifs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

Étant donné que la BID et la Société participent toutes deux au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente la part lui correspondant. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR conformément à la FASB ASC Sujet 715, Indemnités — Prestations de retraite.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Obligations et état de capitalisation

La Société utilise la date de mesure du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et l'état de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	2012	2011	2012	2011
Rapprochement des obligations de prestations				
Obligations au 1er janvier	\$ 80 809	\$ 61 243	\$ 47 894	\$ 35 740
Coût des prestations de services	3 643	2 691	2 045	1 557
Charge d'intérêts	3 822	3 412	2 300	2 105
Cotisations des participants	1 033	875	—	—
Pertes actuarielles	12 888	14 423	8 585	9 138
Prestations versées	(1 397)	(1 835)	(426)	(671)
Subvention de la partie D aux retraités	—	—	29	25
Obligations au 31 décembre	100 798	80 809	60 427	47 894
Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime				
Juste valeur des actifs du régime au 1er janvier	57 196	54 714	41 053	36 230
Transferts nets entre la BID et la SII	194	—	—	—
Rendement effectif des actifs	7 959	1 168	6 126	(293)
Prestations versées	(1 397)	(1 835)	(426)	(671)
Cotisations des participants	1 033	875	—	—
Cotisations de l'employeur	2 184	2 274	2 778	5 787
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	67 169	57 196	49 531	41 053
État de la capitalisation				
État de la sous-capitalisation au 31 décembre	(33 629)	(23 613)	(10 896)	(6 841)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (33 629)	\$ (23 613)	\$ (10 896)	\$ (6 841)
Les montants comptabilisés comme éléments de passif sont les suivants :				
Éléments de passif des prestations de retraite	(33 629)	(23 613)	(10 896)	(6 841)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (33 629)	\$ (23 613)	\$ (10 896)	\$ (6 841)
Les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont les suivants :				
Perte actuarielle nette	30 240	23 365	18 711	14 218
Coût des prestations de service antérieures	21	35	—	920
Actif initial net	—	—	357	531
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ 30 261	\$ 23 400	\$ 19 068	\$ 15 669

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était respectivement de 78 667 dollars et 61 902 dollars aux 31 décembre 2012 et 2011.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Éléments du coût périodique net des prestations

Le coût périodique net des prestations se compose des éléments suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	Exercice clos au 31 décembre			
	2012	2011	2012	2011
Coût des prestations de services	\$ 3 643	\$ 2 691	\$ 2 045	\$ 1 557
Charge d'intérêts	3 822	3 412	2 300	2 105
Rendement prévu des actifs du régime	(3 733)	(3 788)	(2 762)	(2 418)
Amortissement de :				
Obligation de transition	—	—	174	174
Perte actuarielle nette latente	1 593	—	728	19
Coût des prestations de service antérieures	14	14	920	1 864
Coût périodique net des prestations	\$ 5 339	\$ 2 329	\$ 3 405	\$ 3 301

Le gain ou perte actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis et passeront de la rubrique Cumul des autres éléments du résultat étendu à la rubrique Coût périodique net des prestations durant 2013 sont d'un montant net de 2 563 dollars pour le Régime de retraite et de 1 736 dollars pour le RPPR.

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels latents supérieurs à 10 % de l'obligation cumulée des prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, le plus élevé des deux montants étant retenu, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs devant recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 11,4 et 12 ans.

Le coût non constaté des prestations de services antérieures est amorti sur 10,5 ans pour le Régime de retraite et sur 2,2 ans pour le RPPR. Au 31 décembre 2009, il y a eu une modification du régime pour le RPPR de 4 600 dollars. Le coût non constaté des prestations de services antérieures pour cette modification est entièrement amorti au 31 décembre 2012.

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations et le coût périodique net des prestations sont les suivantes :

	Régime de retraite		RPPR	
	2012	2011	2012	2011
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer les obligations de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	4,00 %	4,75 %	4,25 %	5,00 %
Taux d'augmentation des indemnités	5,50 %	5,50 %		

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Régime de retraite		RPPR	
	2012	2011	2012	2011
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer le coût net des prestations périodiques pour les exercices clos au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	4,75 %	5,75 %	5,00 %	6,00 %
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	6,75 %	7,00 %	6,75 %	6,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	5,50 %	5,50 %		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux des obligations en fin d'exercice de sociétés AAA et AA. Le taux d'inflation utilisé est le taux d'inflation du seuil de rentabilité à 30 ans des bons du Trésor américain nominaux et réels, à durée de 20 ans.

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	RPPR	
	2012	2011
Taux théorique de diminution du taux tendanciel (taux tendanciel final)	4,50 %	4,50 %
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2018	2018
<i>Taux tendanciel des coûts des soins de santé prévu pour le prochain exercice</i>		
Frais médicaux (hors Medicare)	7,50 %	8,00 %
Frais médicaux (Medicare)	6,50 %	7,00 %
Frais pharmaceutiques	7,00 %	7,50 %
Frais dentaires	5,00 %	5,50 %
Coût hors des États-Unis*	6,50 %	7,00 %

*Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis.

L'incidence des taux tendanciels théoriques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation de 1 % des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

	1 % d'augmentation		1 % de diminution	
	Exercice clos au 31 décembre			
	2012	2011	2012	2011
En milliers de dollars des États-Unis				
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 1 139	\$ 821	\$ (804)	\$ (586)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	12 669	10 114	(11 532)	(7 497)

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Actifs du régime

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des directeurs d'investissement employés par la BID qui reçoivent des directives de placement tenant compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement concernant la répartition stratégique de l'actif à long terme ont été élaborées de façon à avoir une prévision de rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme. Ces politiques comportent des placements en titres à revenu fixe et indexés sur l'inflation aux États-Unis afin d'assurer une couverture partielle contre le risque de taux d'intérêt et d'inflation des passifs du Régime de retraite et du RPPR ainsi que pour se protéger contre la désinflation.

Les actifs du Régime de retraite sont placés avec une allocation cible comprise entre 45 et 61 % d'exposition au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés et de marchés émergents, de 3 % d'exposition aux titres de créance de marchés émergents, de 3 % aux contrats à terme sur indice de produits de base, de 0 à 2 % à l'immobilier public, de 2 à 3 % à l'immobilier privé et de 0 à 2 % aux titres de créance à haut rendement. Les actifs du Régime de retraite sont également placés avec une exposition de 5 % au risque de titres à revenu fixe de base, 15 % de titres à revenu fixe à longue durée et 15 % de titres indexés sur l'inflation aux États-Unis.

Les actifs du RPPR sont placés avec une exposition cible comprise entre 46 et 62 % au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés et émergents, de 3 % d'exposition aux contrats à terme sur produits de base, de 3 % à l'immobilier public et de 2 % au revenu fixe à haut rendement. Les actifs du RPPR sont également investis avec 15 % d'exposition au revenu fixe à longue durée, 5 % au revenu fixe de base et 15 % à des titres indexés sur l'inflation aux États-Unis.

Les allocations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

	Régime de retraite	RPPR
Actions américaines	25 %	26 %
Actions non américaines	24 %	24 %
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	15 %	15 %
Titres à revenu fixe et à longue durée	15 %	15 %
Revenu fixe de base	5 %	5 %
Actions de marchés émergents	4 %	4 %
Titres de créance de marchés émergents	3 %	3 %
Contrats à terme sur indice de produits de base	3 %	3 %
Revenu fixe à haut rendement	2 %	2 %
Immobilier public	2 %	3 %
Immobilier privé	2 %	0 %

La gestion des risques est assurée par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés dans toute la mesure du possible grâce aux flux de trésorerie pour rétablir les affectations cibles de la politique. Si les flux de trésorerie sont insuffisants pour maintenir les pondérations cibles, des transferts sont effectués entre les comptes des gestionnaires au moins une fois par an. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés doit être spécifiquement autorisé pour chaque instrument par le Comité de placements de la BID.

Les tableaux suivants montrent les catégories de placements du Régime de retraite et du RPPR aux 31 décembre 2012 et 2011 qui sont mesurés à la juste valeur et présentés avec leur répartition moyenne pondérée par niveau dans la hiérarchie

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

de juste valeur. Ces placements sont classés dans leur intégralité sur la base du plus faible niveau d'apport qui est significatif pour la mesure de juste valeur, sauf pour les fonds de placement dont la classification dans la hiérarchie de juste valeur dépend de leur capacité à rembourser les actions correspondantes à leur valeur d'actif net à court terme.

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite			31 décembre 2012	Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 3 530	\$ 13 101	\$ —	\$ 16 631	25 %
Actions non américaines	5 184	11 207	—	16 391	24 %
Actions de marchés émergents	—	2 796	—	2 796	4 %
Immobilier public	1 271	—	—	1 271	2 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe à longue durée	4 924	4 969	—	9 893	15 %
Fonds à revenu fixe de base	3 115	—	—	3 115	5 %
Titres de créance à haut rendement	—	1 345	—	1 345	2 %
Titres de créance des marchés émergents	9 891	—	—	9 891	15 %
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	—	2 076	—	2 076	3 %
Fonds de placement immobilier privé :					
Immobilier privé	—	—	1 498	1 498	2 %
Contrats à terme sur indice de produits de base	—	—	—	—	0 %
Fonds de placement à court terme	1 375	887	—	2 262	3 %
	\$ 29 290	\$ 36 381	\$ 1 498	\$ 67 169	100 %

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite			31 décembre 2011	Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 2 729	\$ 11 679	\$ —	\$ 14 408	25 %
Actions non américaines	5 918	7 682	—	13 600	24 %
Actions de marchés émergents	—	2 207	—	2 207	4 %
Immobilier public	1 123	—	—	1 123	2 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe à longue durée	7 543	1 083	—	8 626	15 %
Fonds à revenu fixe de base	2 708	—	—	2 708	5 %
Obligations à revenu fixe à haut rendement	—	1 083	—	1 083	2 %
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	8 486	—	—	8 486	15 %
Titres de créance des marchés émergents	—	1 665	—	1 665	3 %
Fonds de placement immobilier :					
Immobilier privé	—	—	1 284	1 284	2 %
Contrats à terme sur indices de produits de base					
	—	60	—	60	0 %
Fonds de placement à court terme	1 224	722	—	1 946	3 %
	\$ 29 731	\$ 26 181	\$ 1 284	\$ 57 196	100 %

En milliers de dollars des États-Unis	RPPR			31 décembre 2012	Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2			
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ —	\$ 14 305		\$ 14 305	29 %
Actions non américaines	—	12 044		12 044	24 %
Actions des marchés émergents	—	2 030		2 030	4 %
Fonds de placement immobilier public	1 484	—		1 484	3 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Titres à revenu fixe à longue durée	4 078	3 278		7 356	15 %
Titres de créance à haut rendement	—	998		998	2 %
Titres de créance des marchés émergents	—	1 499		1 499	3 %
Obligation à revenu fixe de base	2 219	—		2 219	4 %
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	7 233	—		7 233	15 %
Fonds de placement à court terme	174	189		363	1 %
	\$ 15 188	\$ 34 343		\$ 49 531	100 %

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

En milliers de dollars des États-Unis	RPPR			Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2011	
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 16 565	\$ 16 565	40 %
Actions non américaines	—	9 831	9 831	24 %
Fonds de placement immobilier public	396	—	396	1 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Obligations à revenu fixe à longue durée	6 158	—	6 158	15 %
Obligations à revenu fixe de base	2 017	—	2 017	5 %
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	6 086	—	6 086	15 %
	\$ 14 657	\$ 26 396	\$ 41 053	100 %

Les titres de placement qui sont mesurés à la juste valeur sur la base des valeurs cotées sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche marché, sont les actions américaines, les actions non américaines, les fonds communs de placement à revenu fixe et les obligations indexées sur l'inflation du Trésor américain. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Comme l'exige la démarche de mesure de la juste valeur, aucun ajustement n'est fait au cours coté de ces titres.

Le mélange composite de fonds d'actions et de titres de créance des marchés émergents et de fonds de placement à court terme, qui ne sont pas cotés en bourse, est mesuré à la juste valeur sur la base de la valeur d'actif net des fonds de placement et classé au niveau 2 car ces fonds peuvent être rachetés par l'entité émettrice à court terme à leur valeur d'actif net par action à la date de mesure. Cette technique d'évaluation est compatible avec l'approche marché.

Les fonds de placement immobilier privé sont mesurés à la juste valeur sur la base de la valeur de l'actif net de ces fonds de placement et sont classés au niveau 3 car le délai nécessaire pour le rachat de ces placements est incertain. Les hypothèses d'évaluation qu'utilisent ces fonds de placement sont la valeur de marché de biens immobiliers similaires, la valeur actualisée des flux de trésorerie, le coût de remplacement et l'endettement sur le bien (capitalisation directe). Ces méthodologies sont des techniques d'évaluation compatibles avec les approches marché et coût.

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les variations des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 sont comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	Mesures de la juste valeur pour les placements du Régime de retraite en se servant de facteurs non observables importants (niveau 3)
Au 1er janvier 2011	\$ 1 147
Plus-values totales nettes	137
Achats	583
Ventes et distributions de revenu	(583)
Solde au 31 décembre 2011	\$ 1 284
Au 1er janvier 2012	\$ 1 284
Plus-values totales nettes	214
Achats	—
Ventes et distributions de revenu	—
Solde au 31 décembre 2012	\$ 1 498

Le montant total des plus et moins-values totales nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 inclus dans la variation de valeur comptable des placements du Régime de retraite attribuable à la variation des plus-values latentes nettes relative aux actifs détenus était de 214 dollars (plus-value nette de 137 dollars au 31 décembre 2011).

Flux de trésorerie

En 2013, les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient être d'environ 3 000 et 4 000 dollars respectivement. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des futures prestations de services prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2012.

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite	RPPR*
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1er janvier 2013 – 31 décembre 2013	\$ 1 773	\$ 573
1er janvier 2014 – 31 décembre 2014	2 070	648
1er janvier 2015 – 31 décembre 2015	2 073	692
1er janvier 2016 – 31 décembre 2016	2 370	783
1er janvier 2017 – 31 décembre 2017	2 667	924
1er janvier 2018 – 31 décembre 2022	17 220	6 572

*après subvention de la Partie D

Notes sur les états financiers

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17. Gestion des fonds extérieurs

La Société gère pour le compte des donateurs, à savoir des pays membres et d'autres entités, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au compte de résultat en tant que commission de services-conseils.



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C100555



SIÈGE

1350 New York Avenue, N.W.
Washington, DC 20577
États-Unis d'Amérique
Tel.: +1 (202) 623-3900
Fax: +1 (202) 623-3815

DANS LA RÉGION

ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17
C1035ABD, Buenos Aires
Tel.: + (54 11) 4320-1864
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193
Pisos 10 y 11
Providencia
Santiago
Tel.: + (562) 2431-3707/3719
Fax: + (562) 2374-2436

COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21
Torre B, Piso 19
Edificio Davivienda
Bogotá
Tel.: + (571) 325-7000
Fax: + (571) 325-7057

COSTA RICA

Centro Corporativo El Cedral
Edificio A. Piso 4
300 mts Este del Peaje
Autopista Próspero Fernández
Trejos Montealegre, Escazú
Apartado postal 1343-1250
San José
Tel.: + (506) 2588-8748
Fax: + (506) 2288-7032

EL SALVADOR

Edificio World Trade Center
4º Nivel
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte
San Salvador
Tel.: + (503) 2233-8900 ext. 2201
Fax: + (503) 2233-8921

GUATEMALA

3ª Avenida 13-78
Zona 10
Torre Citigroup
10 nivel
Ciudad de Guatemala
Tel.: + (502) 2379-9393
Fax: + (502) 2379-9301

HAÏTI

Puits Blain 6
Route de Frères
Port-au-Prince
Tel.: + (509) 2812-5008

NICARAGUA

Boulevard Jean Paul Genie
de la Rotonda Jean Paul Genie
970 mts al oeste (M/D)
Managua
Tel.: + (505) 2264-9180
Fax: + (505) 2264-9153

PANAMA

Avenida Samuel Lewis, Obarrio
Torre HSBC, Piso 14
Panamá
Tel.: + (507) 206-0900
Fax: + (507) 206-0999

PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión
Civil Extranjera – Piso 2
Asunción
Tel.: + (595 21) 616-2320
Fax: + (595 21) 615-681

PÉROU

Calle Dean Valdivia No. 148
Piso 10
Lima 27
Tel.: + (511) 215-7800
Fax: + (511) 442-3466

URUGUAY

Rincón 640
11.000 Montevideo
Tel.: + (598) 2915-3696
Fax: + (598) 2916-2607